

CONDITIONS D'EXERCICE DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

L'Algérie s'aligne sur les standards internationaux

L'Algérie poursuit l'actualisation de son cadre économique à travers la révision de la loi n° 04-08 régissant les conditions d'exercice des activités commerciales. Présenté lundi devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, ce projet de loi, porté par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, s'inscrit dans une démarche globale de réforme visant à mettre l'économie nationale en phase avec les exigences actuelles. P 3



ROUTE TRANSSAHARIENNE ET LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Accélération des travaux et levée des contraintes sur le terrain

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé une séance de travail consacrée à l'examen de la situation de la route transsaharienne ainsi qu'à l'état d'avancement des préparatifs pour le lancement du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, a indiqué le ministère dans un communiqué. P 2

MODERNISATION, RENFORCEMENT DU RECOUVREMENT ET CONFORMITÉ

Un système fiscal en pleine mutation

La direction générale des Impôts (DGI) poursuit ses efforts pour la modernisation du système fiscal à travers un ensemble de réformes visant à renforcer la mobilisation des recettes, élargir l'assiette fiscale et améliorer la conformité volontaire des contribuables, tout en consolidant l'équité fiscale et la transparence. P 3

IL A EFFECTUÉ UNE VISITE À L'ALGÉRIENNE DES EAUX

Le ministre de l'Hydraulique appelle à améliorer la gestion

Le ministre de l'Hydraulique, M. Lou-nès Bouzegza, a effectué, hier, une visite de travail à la direction générale de l'Algérienne des Eaux (ADE), au cours de laquelle il a insisté sur la nécessité d'améliorer la gestion du secteur et de renforcer la qualité du service public au profit des citoyens. P 5

PORT D'ALGER

**Arrivée
d'une nouvelle cargaison
de moutons importés** P 2

CREA - MEDEF

**Engagement
pour un dialogue
économique structuré** P 16

ALGÉRIE-ÉTATS-UNIS

**Vers un renforcement de la
coopération dans le secteur
des hydrocarbures** P 5

SIDI BEL-ABBES
Signature d'un accord de coopération entre l'ENIE et l'UFC

Une convention-cadre de coopération a été signée à Sidi Bel-Abbes entre l'Entreprise Nationale des Industries Electroniques (ENIE) et l'Université de la Formation Continue (UFC), dans l'objectif de renforcer les passerelles entre le secteur économique et le monde universitaire, tout en contribuant au développement des compétences humaines, a indiqué lundi l'entreprise. Selon la cellule de communication, cet accord, paraphé par le Président-directeur général de l'ENIE, Abdesselam Bouab, et le directeur de l'UFC, le professeur Yahia Jafari, vise à instaurer un cadre de travail commun permettant d'adapter la formation académique aux exigences du terrain. Il s'agit notamment de mieux qualifier les ressources humaines en fonction des besoins du marché de l'emploi, en mettant l'accent sur les volets pratiques et professionnels dans plusieurs spécialités techniques et administratives. Dans ce cadre, l'ENIE accompagnera le développement de programmes de formation continue au profit de ses cadres et employés, tout en s'appuyant sur l'expertise de l'UFC pour concevoir des parcours de formation spécialisés, en adéquation avec les spécificités de son activité industrielle. L'accord prévoit également la mise en place de nouvelles offres de formation de type Licence et Master à forte dimension pratique. Par ailleurs, cette convention permettra aux étudiants de bénéficier de stages au sein des unités et ateliers de l'entreprise, leur offrant ainsi une expérience professionnelle concrète de nature à renforcer leur employabilité dès l'obtention de leur diplôme.

R E.

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ALGÉRIE ET LES PAYS DU CONTINENT

Des ambassadeurs africains saluent à Tindouf une dynamique en plein essor

Des ambassadeurs de pays africains ont salué la forte dynamique que connaissent les échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays du continent, portée par une volonté politique affirmée et une orientation stratégique visant à diversifier l'économie et à renforcer les échanges hors hydrocarbures.

Synthèse Z R/APS

Les diplomates ont expliqué, en marge du Salon des services et produits algériens destinés à l'exportation, qui se poursuit lundi à Tindouf, que les initiatives lancées par l'Algérie, notamment à travers l'organisation de salons économiques et l'intensification des rencontres bilatérales, ont contribué à ouvrir de nouvelles perspectives aux opérateurs économiques et à renforcer la présence des produits algériens sur les marchés africains, particulièrement en Afrique de l'Ouest. Ils ont également souligné l'importance de l'amélioration des infrastructures et de la facilitation des procédures d'exportation, afin de soutenir l'intégration économique africaine et de renforcer les partenariats fondés sur le principe du bénéfice mutuel. En effet, la ville de Tindouf est devenue une porte stratégique de l'Algérie vers les marchés de l'Afrique de l'Ouest, a indiqué l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie en Algérie, Sidi Mohamed Abdellah, en saluant le rôle croissant du Salon des produits et services algériens destinés à l'exportation dans la promotion des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie. Dans une déclaration à l'APS, le diplomate a précisé que cet événement économique revêt une importance croissante en tant que plateforme de promotion du produit algérien vers des marchés regroupant plus de 150 millions de consomma-

teurs en Afrique de l'Ouest. Et d'ajouter que les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie ont connu une croissance rapide, atteignant environ 500 millions de dollars, avec des perspectives d'augmentation après l'achèvement du projet de route terrestre reliant Tindouf (Algérie) à Zouérate (Mauritanie), ce qui permettra d'améliorer la fluidité et d'accélérer les échanges. L'ambassadeur mauritanien a également souligné que le produit algérien bénéficie d'une large acceptation sur le marché mauritanien, d'où il est réexporté vers les pays d'Afrique de l'Ouest, profitant du salon annuel des produits algériens organisé en Mauritanie, qui a connu lors de sa précédente édition la participation de plus de 220 entreprises algériennes, avec des prévisions d'atteindre environ 300 entreprises lors de la prochaine édition. Il a, en outre, révélé l'existence de consultations avancées entre les deux pays en vue de conclure un accord préférentiel portant sur une liste de produits des deux côtés, qui seraient exonérés de droits de douane, contribuant ainsi à la libéralisation des échanges commerciaux et au développement des zones frontalières. De son côté, l'ambassadeur de la République du Sénégal, Mbaba Kora Ndiaye, a affirmé que l'Algérie a démontré sa volonté de renforcer la coopération avec les pays du continent, soulignant que l'inauguration de la banque algéro-sénégalaise constitue un indicateur des efforts déployés pour faciliter l'investissement et les échanges commerciaux entre les deux pays, ainsi qu'avec le reste de

l'Afrique. Il a ajouté que cette banque vise à soutenir les acteurs économiques algériens et sénégalais dans le développement des investissements, ainsi qu'à accompagner les initiatives des institutions multilatérales visant à assurer une croissance équitable et inclusive en Afrique, insistant sur la nécessité de renforcer cette coopération dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine. Pour sa part, l'ambassadeur de la République de Sierra Leone, Alhaji Brima Elvis Koroma, a évoqué l'importance de cette manifestation dans la promotion des exportations algériennes vers l'intérieur du continent africain, dans un contexte marqué par un intérêt croissant des opérateurs économiques pour accéder aux marchés africains via la porte mauritanienne, ce qui renforce la dynamique d'intégration économique régionale. Il a salué les positions de l'Algérie en faveur des pays africains et son rôle dans le renforcement de la solidarité africaine, mettant en avant la volonté commune de développer les relations de coopération entre les deux pays vers des horizons plus larges. De son côté, le premier secrétaire de l'ambassade de Guinée, Mohamed Abderrahmane, a insisté sur l'importance de développer le commerce intra-africain et de renforcer la coopération et la communication entre les pays du continent, afin de réaliser l'intégration économique dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine, tout en soulignant la nécessité d'exploiter les importantes ressources dont regorge le continent.

PORT D'ALGER

Arrivée d'une nouvelle cargaison de moutons importés

Un navire chargé d'une nouvelle cargaison de moutons importés, destinés à l'approvisionnement du marché en prévision de l'Aïd El-Adha, a accosté dans la nuit de dimanche à lundi au port d'Alger, a indiqué un communiqué de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL). L'en-

treprise a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour approvisionner le marché en moutons destinés au sacrifice et garantir leur disponibilité, et la mise en œuvre des orientations

du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, relatives à la mobilisation de tous les moyens humains et logistiques nécessaires au bon déroulement de l'opération de déchargement. L'opération s'est déroulée en coordination étroite entre les différents services

concernés, notamment les services vétérinaires compétents, qui ont immédiatement entamé les procédures de contrôle sanitaire afin de s'assurer de la santé des moutons et du respect des conditions d'importation en vigueur, selon la même source.

APS

ROUTE TRANSSAHARIENNE ET LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Accélération des travaux et levée des contraintes sur le terrain

Par Z R.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé une séance de travail consacrée à l'examen de la situation de la route transsaharienne ainsi qu'à l'état d'avancement des préparatifs pour le lancement du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi de la concrétisation des grands projets stratégiques du secteur. Elle s'est déroulée en présence des cadres de l'administration centrale, du secrétaire général du Comité de liaison de la route transsaharienne ainsi que des directeurs des travaux publics

des wilayas du Sud concernées, notamment Laghouat, Ghardaïa, El Meniaa, In Salah et Tamanrasset. Concernant la route transsaharienne, les responsables ont présenté des exposés techniques détaillés sur l'état des différents tronçons, le niveau d'avancement des travaux d'entretien, de modernisation et de mise à niveau, ainsi que les contraintes relevées sur le terrain. Un bilan global des projets inscrits dans le cadre d'un programme visant à améliorer la performance de cet axe routier stratégique et à assurer sa pérennité a également été exposé. La réunion a, en outre, permis d'aborder la coopération en cours avec la République du Tchad dans le cadre de la réalisation de ce projet d'envergure continentale, reflétant son

importance dans le renforcement de la connectivité régionale et africaine. Dans son intervention, le ministre Djellaoui a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de veiller à l'achèvement des projets dans les délais impartis, tout en assurant un suivi rigoureux sur le terrain afin de garantir la qualité des réalisations. Il a également souligné le rôle stratégique de la route transsaharienne dans le soutien au développement national et dans le renforcement de la liaison entre les différentes régions du pays. S'agissant du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, le ministre a évoqué les préparatifs en cours, menés par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires

(ANESRIF), en coordination avec les autorités locales des wilayas concernées. Ces préparatifs, précise le ministère, visent à lever les contraintes enregistrées sur le terrain, notamment celles liées à la libération des emprises et au déplacement des différents réseaux, en prévision du lancement effectif des travaux. Dans ce cadre, un exposé détaillé a été présenté sur l'état d'avancement des opérations de libération des emprises du tracé. Le ministre a donné des instructions fermes pour lever l'ensemble des contraintes dans les plus brefs délais, afin de permettre le démarrage effectif de ce projet structurant, appelé à renforcer les infrastructures de transport et à soutenir la dynamique de développement dans les régions du Sud du pays.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONDITIONS D'EXERCICE DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

L'Algérie s'aligne sur les standards internationaux

L'Algérie poursuit l'actualisation de son cadre économique à travers la révision de la loi n° 04-08 régissant les conditions d'exercice des activités commerciales. Présenté lundi devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, ce projet de loi, porté par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, s'inscrit dans une démarche globale de réforme visant à mettre l'économie nationale en phase avec les exigences actuelles.

Par Selma R.

Dans un contexte marqué par des mutations rapides du climat des affaires et des exigences accrues en matière de transparence, le texte ambitionne de renforcer la cohérence du dispositif législatif et de consolider les mécanismes de régulation. « Ce projet s'inscrit dans la concrétisation d'une vision réformatrice globale adoptée par l'État, visant à instaurer les piliers d'une économie nationale moderne, diversifiée et capable de suivre le rythme des mutations accélérées », a souligné la ministre devant les députés. Au cœur de cette réforme figure l'alignement du système national sur les standards internationaux, notamment la Recommandation 24 relative à la transparence des personnes morales et des bénéficiaires effectifs. Pour Amel Abdellatif, cette orientation répond à un impératif stratégique : « Il est essentiel de renforcer la conformité de notre cadre juridique aux normes internationales afin de consolider la crédibilité de notre économie et de favoriser son intégration dans l'environnement économique et financier mondial ». Le projet consacre ainsi une avancée notable en matière de transparence, en imposant une meilleure traça-

bilité des informations liées aux entreprises, notamment leurs structures de propriété, leurs mécanismes de contrôle et l'identité de leurs bénéficiaires effectifs. « Le texte vise à garantir la disponibilité d'informations précises et fiables, condition indispensable pour instaurer un climat d'affaires sain fondé sur la confiance et l'intégrité », a précisé la ministre. Cette réforme intervient également dans un contexte international où la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme constitue un critère déterminant pour l'évaluation des économies nationales. À ce titre, le projet de loi s'aligne sur les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), renforçant ainsi les dispositifs de prévention et de contrôle. « Il est impératif de poursuivre les efforts pour développer notre cadre juridique et promouvoir une gouvernance économique efficace », a insisté Amel Abdellatif. Sur le plan opérationnel, le texte introduit plusieurs mesures concrètes destinées à améliorer la transparence et la discipline commerciale. Il prévoit notamment l'obligation pour les commerçants, personnes physiques ou morales, de mettre à jour les informations relatives à leur activité dans un délai maximal d'un mois

après tout changement. Il élargit également la liste des infractions interdisant l'inscription au registre du commerce, en y intégrant la fraude fiscale, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, le sabotage ainsi que le financement de la prolifération des armes de destruction massive. La ministre a également mis en avant le renforcement du rôle du Centre national du registre du commerce (CNRC), appelé à jouer un rôle accru dans la collecte et l'analyse des données, ainsi que dans l'évaluation des risques. « Le projet établit un cadre juridique moderne, fondé sur une approche par les risques et soutenu par un système de sanctions équilibré et efficace, appliqué sous le contrôle de l'autorité judiciaire », a-t-elle expliqué. Pour Amel Abdellatif, cette révision dépasse le simple cadre technique. « Ce projet de loi n'est pas une simple modification, il constitue une pierre angulaire dans un processus de réforme intégré visant à moderniser la gouvernance économique et à consacrer la souveraineté de la loi dans le domaine économique », a-t-elle affirmé, tout en soulignant qu'il contribuera à renforcer l'attractivité du climat d'investissement et la confiance des partenaires économiques et des institutions financières.

MODERNISATION PORTUAIRE Cap sur la performance et les délais

Le Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et du Transport, M. Saïd Sayoud, a effectué hier une visite d'inspection rigoureuse au Port d'Alger. Au programme : optimisation des flux, accélération des chantiers et impératifs environnementaux. Dès son arrivée, le ministre a affiché sa volonté de transformer la gestion portuaire en un modèle d'efficacité. En parcourant les quais 18, 19, 20 et 21, il a scruté les opérations de manutention des conteneurs, insistant sur le fait que chaque heure gagnée sur le déchargement est un gain direct pour l'économie nationale. Face au constat de l'occupation des sols, M. Saïd Sayoud a instruit les autorités portuaires de maintenir une cadence élevée pour l'évacuation des marchandises. L'objectif est clair : réduire le temps de séjour des navires pour augmenter la rotation au niveau du bassin portuaire. Sayoud a également inspecté les travaux du quai n° 17, un projet vital pour l'extension des capacités opérationnelles. Il a rappelé que le respect des délais est une ligne rouge, compte tenu de la croissance des échanges commerciaux. Concernant la Gare Maritime, l'instruction est immédiate : tout doit être prêt avant l'été. Le port doit être en mesure d'absorber le flux massif de voyageurs durant la saison estivale avec un confort et une sécurité irréprochable. L'une des décisions phares de cette visite concerne l'environnement. M. Sayoud a ordonné d'accélérer l'électrification des quais. Cette mesure vise à permettre aux navires de se brancher au réseau électrique terrestre, éliminer les émissions de gaz polluants au cœur de la capitale et réduire les nuisances sonores pour les riverains. Se félicitant de la réduction du temps d'attente des navires observée récemment, le ministre a attribué ces progrès à la multiplication des inspections et à un suivi quotidien. « Les indicateurs de performance sont en nette amélioration, mais nous devons maintenir cette pression positive pour atteindre les standards internationaux », a-t-il déclaré.

Synthèse R.E.

MODERNISATION, RENFORCEMENT DU RECOUVREMENT ET CONFORMITÉ

Un système fiscal en pleine mutation

Par Zahir R.

La direction générale des Impôts (DGI) poursuit ses efforts pour la modernisation du système fiscal à travers un ensemble de réformes visant à renforcer la mobilisation des recettes, élargir l'assiette fiscale et améliorer la conformité volontaire des contribuables, tout en consolidant l'équité fiscale et la transparence. Lors de son passage hier au Forum de la radio nationale, Djamel Hanniche, DG des Impôts, a indiqué que la loi de finances 2026 s'inscrit dans un contexte économique orienté vers le soutien à la croissance, l'accompagnement des transformations structurelles et la diversification de l'économie nationale. Il a en effet souligné que les mesures fiscales prévues traduisent les orientations des pouvoirs publics, sous la conduite du Président de la République, notamment en matière de protection du pouvoir d'achat, de soutien à l'investissement et de renforcement de la justice sociale. Parmi les principales mesures introduites, M. Hanniche a mis en avant le dispositif de régularisation fiscale volontaire prévu par l'article 93 de la loi de finances 2026. Ce mécanisme exceptionnel permet aux contribuables de déclarer volontairement leurs revenus ou avoirs non déclarés,

moyennant un taux forfaitaire de 8 %, avec exonération des pénalités et sans poursuites fiscales. Le dispositif concerne trois catégories de contribuables : les personnes non identifiées fiscalement, celles disposant d'un registre de commerce mais n'ayant pas déclaré leurs revenus, ainsi que les contribuables déjà connus de l'administration fiscale mais en situation de non-conformité déclarative.

Régularisation fiscale : une opportunité pour les contribuables

Cette mesure est limitée dans le temps jusqu'au 31 décembre 2026. Dans le même cadre, la loi prévoit un dispositif d'apurement des dettes fiscales. Les dettes antérieures à 2011 feront l'objet d'un effacement total, tandis que celles comprises entre 2012 et 2025 bénéficieront d'une suppression des pénalités et d'une réduction de 30 % du montant principal, avec possibilité de paiement échelonné. Les personnes endettées peuvent désormais régulariser leur situation dans des conditions avantageuses, sans poursuites judiciaires, administratives ou contrôles fiscaux, dans le cadre du dispositif exceptionnel introduit par la loi de finances 2026. Par ailleurs, le DG des Impôts a insisté sur le rôle central de la fiscalité dans le financement des politiques publiques et du développe-

ment durable, soulignant la nécessité de réduire progressivement la dépendance aux recettes issues des hydrocarbures. Il a affirmé que l'objectif des réformes est de bâtir un système fiscal plus stable, plus efficace et moins exposé aux fluctuations des marchés internationaux, tout en garantissant l'équilibre entre les besoins budgétaires et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

Incitations à l'investissement et soutien aux entreprises

La loi de finances 2026 introduit également des mesures incitatives en faveur de l'investissement, notamment la réduction des charges fiscales pour les entreprises créatrices de richesse, la simplification des procédures administratives et le soutien aux secteurs productifs. Un accent particulier est mis sur les start-up, les micro-entreprises et les activités innovantes, qui bénéficient d'avantages fiscaux spécifiques afin de stimuler l'entrepreneuriat et la création d'emplois. Dans le cadre du renforcement du recouvrement fiscal, l'administration mise sur la formation des agents, la modernisation des outils de gestion et l'amélioration des capacités de contrôle, dans un système basé sur la déclaration volontaire. Djamel Hanniche a également rappelé que la réussite des ré-

formes repose sur l'adhésion des contribuables et la consolidation de la culture fiscale, afin de garantir une meilleure équité et une mobilisation efficace des ressources publiques.

Généralisation de la numérisation

Concernant la généralisation de la numérisation, le DG des Impôts a annoncé la mise en place progressive d'un système de contrôle fiscal électronique basé sur une approche par les risques, permettant une programmation automatisée des contrôles et davantage de transparence. Il a indiqué que la numérisation de l'administration fiscale est déjà bien avancée, avec plus de 3,5 millions de contribuables intégrés dans une base de données centralisée. Ce système permet désormais d'effectuer les déclarations et paiements en ligne, notamment via des plateformes dédiées à l'achat de timbres fiscaux et de vignettes automobiles. Concernant la déclaration de patrimoine, une plateforme numérique sécurisée a été mise en place afin de garantir la confidentialité des informations tout en simplifiant les procédures. Cette réforme vise à moderniser le système fiscal, renforcer la confiance entre l'administration et les contribuables et améliorer la qualité du service public.

HATPLC

Organisation mercredi et jeudi, d’un colloque international dans la wilaya d’El Oued

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), organisera, mercredi et jeudi, en collaboration avec l'université Hamma-Lakhdar de la wilaya d'El Oued, un colloque international sur "l'évaluation des politiques de lutte contre la corruption du point de vue des Objectifs de développement durable (ODD)", indique un communiqué de l'autorité.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de la convention de coopération conclue entre la HATPLC et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, compte tenu du "rôle actif des politiques de lutte contre la corruption dans le renforcement de la transparence et de l'intégrité, et de l'importance des ODD".

Au programme de ce colloque figure l'organisation d'ateliers interactifs animés par des experts internationaux, "l'occasion d'évaluer les résultats enregistrés concernant le degré de mise en oeuvre de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption", ajoute le communiqué. La rencontre constituera également "une plateforme de concertation générale en vue de préparer la deuxième phase de ladite stratégie". Ce colloque verra la participation de représentants de plusieurs secteurs, d'institutions constitutionnelles et d'instances nationales, conclut le communiqué.

APS

DEUXIÈME ÉDITION DE L’ÉTUDE CEO SURVEY

Participation du ministre d’État, ministre des Hydrocarbures

Le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, participe, aujourd’hui mardi à Alger, aux travaux de la deuxième édition de l’étude CEO Survey, organisée par la société PwC, sous le thème : « Souveraineté et résilience : une nouvelle trajectoire économique pour l’Algérie ».

Cette participation, indique le ministre, s’inscrit dans le cadre de la dynamique nationale visant à renforcer le dialogue économique et à favoriser l’échange de visions entre les différents acteurs. Des sessions de haut niveau sont prévues, réunissant plusieurs membres du gouvernement, des dirigeants d’entreprises et des experts, autour de questions stratégiques touchant à plusieurs secteurs, notamment celui des hydrocarbures.

Les discussions porteront notamment sur les efforts déployés par l’Algérie pour valoriser ses ressources en hydrocarbures, renforcer l’attractivité du secteur pour les investissements et développer les chaînes de valeur, contribuant ainsi à la création de richesse et à



la diversification de l’économie nationale. Le rôle central du secteur des hydrocarbures dans le renforcement de la souveraineté économique sera également mis en avant, ainsi que son adaptation aux mutations énergétiques mondiales, notamment face aux défis liés à la sécurité énergétique et au développement durable. Selon la même source, la rencontre abordera par ailleurs plusieurs axes majeurs, tels que les perspectives de croissance des entreprises, l’amélioration du climat des affaires, le renforcement de la souverai-

neté numérique et sanitaire, ainsi que les réformes économiques et financières visant à soutenir l’investissement et à impulser une nouvelle dynamique de croissance. Il est à rappeler que la Global CEO Survey est une enquête réalisée par le cabinet de conseil international PwC auprès de patrons et dirigeants d’entreprise dans le monde entier pour évaluer leurs tendances, priorités et perspectives. Pour l’enquête de cette année, près de 4.500 dirigeants d’entreprise et décideurs économiques de 105 pays ont été sondés entre le 30 septembre et le 10 novembre 2025.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 27 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Avril 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²				
		دج / كغ				
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	68	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	139	153	125	الطماطم	
	Oignon sec	87	97	76	البصل الجاف	
	Ail sec	726	838	615	الثوم الجاف	
	Ail vert	203	228	178	الثوم الاخضر	
	Carotte	121	133	109	الجزر	
	Navet	116	129	103	اللفت	
	Petit pois	189	210	169	الجبانة	
	Fève verte	99	114	84	الفول الاخضر	
	Courgette	119	133	105	الكوسة	
	Haricot vert	318	348	289	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	110	124	97	الخس		
Fruits frais	Orange	277	333	220	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	219	246	193	الليمون	
	Pomme locale	461	557	365	التفاح المحلي	
	Datte	506	631	381	التمر	
	Banane	443	457	430	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1986	2136	1837	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	376	388	364	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-12,39	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1398,00	0,00	-0,04	-0,83	8,99	5,56	29295	40 954 410,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,02	1,29	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 079,00	2090,00	0,53	-0,75	-7,38	9,97	5,98	10700	22 363 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,38	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,22	3,97	5,00	0	0,00

ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Plan d’action entre les secteurs des Travaux publics et de la Formation professionnelle

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a coprésidé, dimanche à Alger, avec la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, une réunion de travail consacrée à l'élaboration d'un plan d'action commun visant à assurer le suivi et l'accompagnement des mégaprojets structurants, notamment à travers le renforcement de la formation de ressources humaines qualifiées dans les spécialités requises par le secteur, indique un communiqué du ministère. La réunion a porté sur les moyens de répondre aux besoins du secteur des travaux publics dans des domaines prioritaires, notamment les chemins de fer, les ports et les transports guidés, ainsi que le développement et la maintenance du réseau routier, dans le cadre de la mise en œuvre des projets décidés par le président de la République. Ont pris part à cette rencontre des cadres centraux des deux secteurs, des responsables de plusieurs organismes et établissements concernés, à l'instar de l'Agence nationale des études et du suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), l'Entreprise d'exploitation du Métro d'Alger (EMA), ainsi que les directeurs des travaux publics des wilayas traversées par la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset dans ses tronçons reliant Laghouat, Ghardaïa, El Meniaa, In Salah et Tamanrasset, outre la ligne minière Est Annaba-Tébessa et d'autres lignes prévues. La réunion a également été l'occasion de présenter et de définir les besoins du sec-

teur liés aux projets en cours ou à lancer. Les participants ont ainsi présenté des exposés techniques détaillés sur les exigences en matière de formation et les spécialités nécessaires pour garantir un accompagnement efficace des chantiers. A cette occasion, une approche de travail visant le renforcement de la coordination entre les secteurs de la formation professionnelle et des travaux publics a été présentée. Celle-ci prévoit l'adaptation des parcours de formation aux besoins des projets ferroviaires, y compris ceux en cours de réalisation, avec une identification précise des spécialités requises. Dans ce sillage, l'accent a été mis sur l'importance de renforcer la complémentarité entre les institutions de formation relevant du secteur des travaux publics, en particulier l'Ecole supérieure de management des travaux publics (ESMTP) de Sidi Abdellah, l'Ecole des métiers des travaux publics de Djelfa (EMTP), de même que l'Institut national de formation dans le domaine des travaux publics d'Aïn Defla, et leurs homologues du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. Lors de cette réunion, il a été convenu d'intensifier l'action conjointe afin de développer des spécialités de qualité répondant aux besoins du secteur, tout en soutenant la formation pratique au sein des entreprises nationales de réalisation et des directions des travaux publics, de manière à contribuer à l'amélioration de l'employabilité des diplômés et à fournir des compétences nationales qualifiées, avec une priorité accordée à la main d'œuvre locale.

R E.

IL A EFFECTUÉ UNE VISITE À L’ALGÉRIENNE DES EAUX

Le ministre de l’Hydraulique appelle à améliorer la gestion

Le ministre de l’Hydraulique, M. Lounès Bouzegza, a effectué, hier, une visite de travail à la direction générale de l’Algérienne des Eaux (ADE), au cours de laquelle il a insisté sur la nécessité d’améliorer la gestion du secteur et de renforcer la qualité du service public au profit des citoyens.

Par Reda Hadi

Lors de cette visite, le ministre a suivi un exposé détaillé présenté par le directeur général de l’ADE, Mustapha Rekik, portant sur les indicateurs du service d’alimentation en eau potable, ainsi que sur les projets réalisés et ceux en cours de réalisation. Les mesures mises en œuvre pour le contrôle de la qualité de l’eau distribuée ont également été passées en revue. À ce propos, il a été indiqué que l’Algérie n’a enregistré aucun cas de maladies à transmission hydrique depuis 2009, reflétant l’importance accordée à la santé publique dans les politiques du secteur. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Bouzegza a salué les efforts consentis par l’ensemble des travailleurs

du secteur pour assurer la continuité du service public de l’eau, soulignant le rôle central de l’ADE en tant qu’acteur clé dans l’approvisionnement des citoyens en cette ressource vitale. Le ministre a, en outre, appelé à redoubler d’efforts pour relever les défis, améliorer l’efficacité de la gestion et optimiser l’utilisation des ressources humaines et matérielles disponibles. Il a également insisté sur la nécessité de revoir les modes de gestion, notamment en matière de valorisation des compétences. Par ailleurs, M. Bouzekza a mis l’accent sur l’importance de lutter contre les pertes d’eau, notamment les fuites et les raccordements illicites, et d’engager des programmes progressifs de réhabilitation des réseaux d’alimentation en eau potable. En prévision de l’Aid El-Adha et de

la saison estivale, le ministre a appelé à la mobilisation de tous les moyens nécessaires, qualifiant cette période de priorité absolue pour le secteur. Il a également souligné l’importance de renforcer la coordination entre les différentes institutions à l’échelle nationale afin d’assurer un service public de qualité répondant aux attentes des citoyens. S’agissant de la relation avec les usagers, le ministre a insisté sur la nécessité de développer les mécanismes d’écoute et d’améliorer la communication avec les citoyens, notamment à travers la modernisation de l’accueil au niveau des agences et la numérisation du traitement des réclamations. Ces mesures, a-t-il conclu, sont à même de renforcer la confiance des citoyens et d’améliorer l’image du service public de l’eau en Algérie.

MÉCANISATION AGRICOLE

AgroDrive mobilise d’importants moyens en soutien à la campagne moisson-battage

La société de mécanisation agricole "AgroDrive", filiale du groupe public "Agrodrive", a mobilisé d’importants moyens matériels et techniques à travers les différentes wilayas du pays pour assurer le succès de la campagne moisson-battage de la saison 2025-2026, lancée dans les wilayas du Sud, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à mettre le matériel nécessaire à la disposition des agriculteurs, a indiqué dimanche le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Le ministère a précisé dans un communiqué que le secteur a mobilisé pour cette opération 332 moissonneuses-batteuses, appuyées par les moyens du secteur privé, actuellement déployées au

niveau des wilayas du Sud, en sus de 765 camions destinés au transport des récoltes vers les centres de collecte, ce qui a permis de soutenir les agriculteurs dans les opérations de récolte et d’améliorer les conditions de travail, une initiative ayant suscité une large satisfaction chez les professionnels". Dans ce même sillage, la société AgroDrive a mobilisé des équipes techniques mobiles pour des interventions sur le terrain afin d’assurer l’entretien du matériel et de garantir la continuité du travail sans interruption tout au long de la campagne de récolte. Le ministère a souligné que cet effort s’inscrit dans le cadre de la dynamique que connaît le secteur, soutenue par la création du Conseil national de la mécanisa-

tion agricole, lequel contribuera à garantir la maintenance des équipements et la disponibilité des pièces de rechange, renforçant ainsi les efforts consentis pour soutenir l’extension des superficies cultivées et l’augmentation des rendements à l’hectare. AgroDrive a récemment procédé à l’acquisition de 331 moissonneuses-batteuses et 1.800 tracteurs, une démarche qualitative visant à renforcer le parc national de matériel agricole et à assurer une meilleure couverture des besoins de la saison, notamment dans la filière céréalière, ajoute la même source. Par ailleurs, et par souci d’assurer l’efficacité dans l’exploitation de ce matériel, le ministère a initié pour la première fois l’organisation de sessions de formation spécialisées

sur les bonnes pratiques de conduite et d’entretien des moissonneuses, au profit des chargés de la mécanisation au niveau des entreprises des secteurs public et privé, en coordination avec le secteur de la Formation et de l’Enseignement professionnels. Cette initiative vise une maîtrise optimale des opérations de récolte et la réduction des pertes de rendement, selon la même source. Ces sessions ont connu une grande affluence des agriculteurs, des conducteurs d’engins et des agents chargés de la maintenance au niveau des Coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS), les participants ayant salué l’importance de cette démarche pour élever le niveau de la compétence professionnelle.

APS

ALGÉRIE – ÉTATS-UNIS

Vers un renforcement de la coopération dans le secteur des hydrocarbures

Le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, le vice-ministre des Affaires étrangères des États-Unis d’Amérique, M. Christopher Landau, en visite de travail en Algérie. Les deux parties ont examiné, lors de cette rencontre tenue en présence du président-directeur général du groupe Sonatrach, M. Nouredine Daoudi, ainsi que de cadres du ministère, l’état des relations de coopération bilatérale algéro-américaines et les perspectives de leur renforcement, notamment dans le domaine des hydrocarbures, ainsi que leur élargissement à d’autres secteurs d’intérêt commun, tels que l’industrie des équipements liés aux hydrocarbures. Les deux parties ont

réaffirmé leur volonté commune de consolider le dialogue et la coopération entre les deux pays, au service de leurs intérêts et d’un développement durable et équilibré. Au cours des discussions, le ministre d’État a souligné l’importance des échanges et consultations entre les entreprises algériennes et américaines, notamment entre Sonatrach et les groupes ExxonMobil et Chevron. Il a appelé à élargir la coopération à d’autres domaines, tels que l’industrie de transformation, les technologies modernes, notamment celles liées à la réduction des émissions, ainsi que la recherche et développement, l’innovation, la formation et le partage d’expertise, en particulier dans les technologies avancées liées à l’industrie pétro-

lière et gazière. Le ministre a également présenté la stratégie de développement du secteur des hydrocarbures en Algérie, fondée sur l’intensification de l’exploration, l’augmentation des capacités de production, la valorisation des ressources, ainsi que le développement de la pétrochimie et le renforcement du contenu local. Cette stratégie s’appuie sur un climat d’investissement attractif, un cadre juridique incitatif, des procédures simplifiées et un accompagnement constant des investisseurs. Dans ce contexte, M. Arkab a mis en avant le potentiel important du secteur, invitant les entreprises américaines à saisir les opportunités d’investissement disponibles, que ce soit dans l’exploration et le développement des

champs, les industries de transformation, la numérisation, les solutions technologiques modernes ou encore les projets de réduction de l’empreinte carbone. De son côté, M. Christopher Landau a exprimé sa satisfaction quant au niveau privilégié des relations entre l’Algérie et les États-Unis, saluant le climat des affaires favorable offert par l’Algérie ainsi que la confiance des entreprises américaines envers le marché algérien. Il a également affirmé l’intérêt de ces entreprises pour renforcer leur présence et leurs investissements à travers l’établissement de partenariats durables avec leurs homologues algériens.

R E.

TÉBESSA

Lancement du projet de la centrale électrique d’El Aouinet

La wilaya de Tébessa accueille un projet énergétique d’envergure avec le lancement officiel de la centrale électrique d’El Aouinet. Le ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a procédé, lundi, à la pose de la première pierre de cette infrastructure stratégique, lors d’une visite de travail et d’inspection dans la région. Implantée à 52 kilomètres au nord-ouest du chef-lieu de wilaya, sur une superficie de 40 hectares, cette centrale fonctionnera en cycle combiné, associant gaz naturel et vapeur. Dotée d’une capacité de production de plus de 1 400 mégawatts, elle est appelée à renforcer significativement les capacités nationales de production d’électricité, tout en consolidant l’alimentation énergétique de la région Est du pays. Ce projet s’inscrit dans la politique nationale visant à sécuriser l’approvisionnement énergétique et à accompagner la dynamique de développement à travers les différentes wilayas. Il répond également à la demande croissante en électricité, notamment dans une région en pleine expansion urbaine, industrielle et agricole. En intégrant les technologies les plus récentes dans le domaine de la production électrique, la centrale d’El Aouinet permettra d’améliorer le rendement énergétique tout en réduisant la consommation de combustible et les émissions. Cette orientation s’aligne avec les efforts de l’État en matière d’efficacité énergétique et d’optimisation des ressources. L’impact du projet dépasse le seul cadre énergétique. Il devrait contribuer à la création de nombreux emplois, tant durant la phase de réalisation que lors de son exploitation. Sur ce point, le ministre a tenu à souligner l’importance accordée aux compétences nationales. « En ce qui concerne les emplois, tous les travailleurs mobilisés durant la phase de réalisation seront des compétences algériennes à 100 %. Quant à la phase d’exploitation, entre 250 et 500 emplois permanents seront créés, constituant un apport qualitatif pour la commune d’El Aouinet et la wilaya de Tébessa de manière générale », a déclaré Mourad Adjal. Le ministre a également mis en avant la dimension formative du projet, précisant que « ces compétences bénéficieront d’une formation de haut niveau au sein des écoles du groupe Sonelgaz, afin d’assurer la gestion de cette centrale par des compétences algériennes à 100 % ». Cette infrastructure contribuera en outre à améliorer la qualité du service public, à renforcer la stabilité du réseau électrique national et à soutenir l’investissement local. Elle devrait également jouer un rôle moteur dans la dynamisation de l’économie régionale, en favorisant l’implantation de nouvelles activités.

BLIDA
Opérations
anticipatives en
prévision de la
campagne de
prévention et de
lutte contre les feux
de forêt

La Conservation des forêts de la wilaya de Blida a engagé des opérations anticipatives en prévision du lancement, le 1er mai prochain, de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêt, en vue d'assurer une intervention rapide et limiter la propagation des incendies, à-on avisé dimanche auprès de cette instance.

Dans ce cadre, plusieurs actions préventives ont été lancées pour faciliter l'intervention des agents forestiers et de la Protection civile durant cette campagne, qui s'étalera jusqu'au 30 novembre prochain, a indiqué le conservateur local des forêts, Mohamed Mokadem.

Ces mesures portent notamment sur la maintenance des points d'eau, au nombre de 93 à travers les zones forestières de la wilaya, prévues à l'approvisionnement des camions d'intervention, ainsi que sur le nettoyage des espaces et l'entretien des pistes forestières, dont particulièrement celles affectées par les aléas climatiques, selon la même source.

Par ailleurs, la Conservation des forêts, en coordination avec ses partenaires et des associations environnementales, prépare le lancement, jeudi prochain, d'une caravane de sensibilisation au profit des visiteurs des espaces forestiers et des riverains, appelée à sillonner la majeure partie des communes de la wilaya, notamment celles situées en zones montagneuses.

Cette initiative ciblera également les usagers des routes traversant les massifs forestiers, ainsi que les agriculteurs et éleveurs, afin de les sensibiliser aux comportements à risque à l'origine des incendies et aux moyens de les prévenir, tout en insistant sur l'importance du signalement rapide des départs de feu pour limiter les dégâts et permettre une intervention rapide.

Les visiteurs des espaces forestiers sont ainsi appelés au respect strict des mesures préventives, notamment l'interdiction d'allumer des feux à l'intérieur ou à proximité des forêts, l'usage de barbecues et le camping dans les forêts domaniales. Sachant que toute infraction expose son auteur à des sanctions prévues par la législation en vigueur, pouvant aller jusqu'à des peines de prison et des amendes, a souligné le même responsable.

APS

NÂAMA

Lancement de la première session de formation à la conduite et à la maintenance des machines de moisson-battage

La première session de formation destinée à qualifier les conducteurs de machines de moisson-battage dans la wilaya de Nâama a débuté, dimanche au niveau de l'exploitation agricole du village Sidi-Moussa, relevant du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage Chahid Khalil Hamza de la commune d'Aïn-Benkhelil, a-t-on appris du Directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP), Ahmed Chaïb-Draâ.

L'organisation de cette session de formation d'une durée de deux semaines, dont le lancement a été supervisé par le Secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion des affaires de la wilaya de Nâama, Messaoud Boulaaras, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de mécanisation agricole, axée sur la coordination entre les directions de la formation professionnelle et les services agricoles. Cette stratégie "vise à améliorer les compétences des ressources humaines et de soutenir le processus de modernisation du secteur agricole", a précisé le même responsable. Il a ajouté que ce programme de formation, qui se poursuivra avec d'autres ses-

sions successives, selon les besoins exprimés par le secteur agricole de la wilaya, contribue à renforcer la campagne de moisson-battage de la saison agricole en cours, à améliorer le rendement des cultures, à réduire les pertes et à prévenir les incendies des récoltes. Vingt stagiaires bénéficient de ce programme, encadré sur les plans théorique et pratique par des techniciens expérimentés dans le domaine de la conduite et de la maintenance des engins de moisson, a-t-on indiqué de même source. Cette session a démarré dans de bonnes conditions, grâce à la mobilisation des équipements pédagogiques nécessaires, ont souligné les initiateurs, indiquant qu'elle "sera sanctionnée, à la

fin du stage, par la remise d'attestations d'évaluation et de validation des compétences acquises par l'expérience", selon les organisateurs. Le formateur Ahmed Kadouri a précisé que le volet pratique de cette formation met l'accent sur l'apprentissage des bonnes pratiques en matière de conduite et de maintenance des moissonneuses-batteuses, au profit des conducteurs relevant des coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS), des opérateurs privés, ainsi que des diplômés de la formation professionnelle, afin de leur permettre de maîtriser les aspects techniques du matériel et de s'entraîner à son utilisation et à son entretien sur le terrain.

APS

SIDI BEL-ABBES

Avancement notable du projet d'approvisionnement en eau potable à partir de la station de dessalement d'Aïn Temouchent

Le taux de réalisation du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal (wilaya d'Aïn Temouchent), a atteint environ 65%, a-t-on appris dimanche, en marge de la visite d'inspection effectuée par le wali Kamal Hadji, sur les différents sites du projet.

Lors de sa visite, le wali a précisé que ce taux de réalisation a été at-

teint en dépit des récentes intempéries qui ont directement impacté le rythme des chantiers. Le constat sur le terrain a permis de noter que la fourniture de toutes les stations en conduites d'acier nécessaires au raccordement est désormais achevée.

Concernant l'ouvrage d'art, un progrès significatif a été enregistré dans les travaux de béton armé et au niveau des stations de pompage. Afin d'accélérer la cadence des tra-

vaux, le chef de l'exécutif a donné une série d'instructions fermes, notamment le renforcement des effectifs et apporter un soutien supplémentaire en moyens humains et matériels sur les différents sites, l'extension des horaires de travail sur les chantiers pour rattraper le retard causé par les facteurs naturels, ainsi que la nécessité de livrer le projet dans les plus brefs délais pour garantir un service public optimal aux citoyens.

Le wali a souligné que ce projet structurant constitue un pilier fondamental pour renforcer la sécurité hydrique de la wilaya. L'objectif est d'assurer un approvisionnement durable et régulier en eau potable au profit de la population, conformément aux orientations de l'Etat visant à s'appuyer sur des ressources en eau non conventionnelles pour répondre aux besoins croissants.

R E.

TIMIMOUN

Quelque 240 enfants atteints de paralysie cérébrale bénéficient de consultations spécialisées

Quelque 240 enfants atteints de paralysie cérébrale ont bénéficié de consultations médicales spécialisées et d'interventions chirurgicales gratuites lors de journées médico-chirurgicales organisées dans la wilaya de Timimoun à l'initiative du Croissant-Rouge algérien (CRA), à-on informé dimanche des organisateurs.

Cette action de solidarité s'inscrit dans le cadre d'un programme visant à contribuer à la prise en charge de cette catégorie d'enfants aux be-

soins spécifiques, notamment ceux issus des familles nécessiteuses, a indiqué le président du comité de wilaya du CRA, Adederrahim Fassi.

Encadrée par une équipe médicale composée de neuf praticiens (neurologues, neurochirurgiens et spécialistes en rééducation) dépêchés d'Alger, cette initiative a permis d'effectuer des injections pour le traitement du cartilage et des séances de rééducation orthopédique, at-il encore fait savoir.

Le programme de ces journées (23-26 avril) mené avec le concours des structures de santé à travers les quatre daïras que compte la wilaya de Timimoun, a également donné lieu, outre les consultations et les actes chirurgicaux, à des diagnostics de cas nécessitant des interventions délicates, qui seront prochainement effectués au niveau des établissements hospitaliers de la wilaya de Aïn-Témouchent, at-on ajouté de même source.

MILA

550 millions de dinars pour le traitement des glissements de terrain sur la RN 79

Une enveloppe financière de 550 millions de dinars a été accordée, dans la wilaya de Mila, au traitement du phénomène de glissements de terrain sur la route nationale (RN) n 79-B dans la section dépendant de l'université Abdelhafid-Boussouf aux limites de la commune de Sidi-Khelifa, à-t-on indiqué, dimanche, à la Direction des travaux publics.

Le chef du service de l'entretien et de l'exploitation des routes, Mohamed-Seghir Boukri, a précisé que ces crédits, mis en place au titre de l'exercice 2026, sont destinés à traiter le phénomène des glissements qui dérivent de cet axe qui constitue "un accès important vers l'autoroute Est-ouest, vers les communes de la région nord de la wilaya et vers les wilayas voisines de Jijel et de Sétif".

Le même responsable a également indiqué que le phénomène des glissements de terrain qui menacent la sécurité des usagers de la route sera traité au niveau de deux sections, aux points kilométriques (PK) n 9+500 et 16+000. Le glissement à hauteur du premier PK sera traité un investissement public de 370 millions de dinars (les travaux devant commencer "dans les tout pro-

chains jours", tandis que le traitement du 2e PK (en attente de la désignation d'une entreprise) a nécessité un montant de 180 millions de dinars, selon la même source. Avec le traitement définitif de ce phénomène, les principaux "points noirs" de cet itinéraire, qui connaissent un trafic intense, en particulier des véhicules lourds, auront été éliminés, à-on conclu.

Structuration du modèle économique de la transition énergétique en Algérie (2026-2030)

1^{ère} partie

L'Algérie entre dans une phase décisive de sa transition énergétique. Avec le lancement opérationnel du programme des 3 200 MW, le pays franchit enfin un seuil attendu depuis longtemps, celui du passage des annonces à la production réelle. Cette évolution mérite d'être soulignée, car elle marque une rupture avec une logique où le solaire restait cantonné à une ambition affichée sans traduction économique concrète. Pour autant, cette avancée, aussi importante soit-elle, ne constitue pas une finalité. Elle pose au contraire une question plus exigeante : que fera l'Algérie de cette énergie une fois produite ?

Par : Sid Ali MOKHEFI

Jusqu'à présent, la trajectoire suivie repose sur une logique de substitution. Chaque kilowatt-heure solaire injecté dans le réseau permet de réduire la consommation domestique de gaz et de libérer des volumes supplémentaires à l'exportation. Ce mécanisme est cohérent dans un pays où les recettes énergétiques demeurent structurantes. Il améliore les équilibres extérieurs, optimise l'utilisation des ressources et renforce, à court terme, la capacité financière de l'État. Mais il ne constitue pas un modèle économique. Il prolonge un système existant sans en modifier la structure. Dans le même temps, une dynamique plus profonde commence à émerger. Une filière industrielle solaire, encore embryonnaire, se met en place autour de l'assemblage de modules, des structures métalliques et de certains équipements. Des acteurs nationaux se positionnent, les premières incitations fiscales ont été introduites, et un marché commence à prendre forme. L'Algérie ne part plus de zéro. Elle dispose désormais des premières briques. Mais ces briques restent dispersées. Elles ne forment pas encore un système cohérent capable de produire de la valeur à grande échelle. Le véritable enjeu se situe précisément à ce niveau. Il ne s'agit plus de produire de l'énergie solaire, mais de transformer cette production en levier économique. Autrement dit, de passer d'une logique énergétique à une logique de création de valeur. Tant que cette articulation n'est pas structurée, le solaire restera un outil d'optimisation et non un moteur de croissance. La première condition de cette transformation concerne le financement. Le développement du solaire génère un effet indirect mais déterminant : il permet d'économiser du gaz exportable. Ces volumes supplémentaires produisent des revenus qui peuvent, s'ils sont correctement mobilisés, devenir un levier de financement interne de la transition. L'enjeu consiste donc à organiser ce flux financier pour sécuriser les investissements, rassurer le système bancaire et permettre aux entreprises, notamment industrielles, d'accéder à des dispositifs de financement adaptés. Sans ce mécanisme, la diffusion du solaire restera limitée à quelques acteurs capables d'absorber seuls le coût initial. Mais le financement ne suffit pas. Aucun investisseur ne s'engage durablement sans visibilité sur ses revenus.

La question de la valorisation de l'électricité produite est donc centrale

Un industriel qui installe une capacité solaire doit pouvoir réduire immédiatement sa facture énergétique, mais aussi valoriser son surplus dans un cadre stable et prévisible. Cela suppose la mise en place d'un système de compensation énergétique lisible, associé à un tarif de rachat fondé sur les coûts réels de production, intégrant l'investissement et l'exploitation, et garanti sur une durée suffisamment longue pour permettre la bancabilité des projets. Sans ce cadre, le marché ne peut pas se structurer. Au-delà de ces mécanismes, le véritable changement réside dans l'intégration du solaire dans l'économie réelle. Le modèle ne peut plus être uniquement centralisé. Il doit s'appuyer sur les acteurs économiques eux-mêmes. Les industriels, les exploitations agricoles, les plateformes logistiques et les grandes infrastructures publiques doivent pouvoir produire une part de leur propre énergie. Cette évolution ne relève pas d'un choix marginal. Elle conditionne l'ampleur du déploiement et son impact sur la compétitivité nationale. Les infrastructures énergivores, notamment les unités de dessalement, constituent à cet égard un levier immédiat. Leur consommation électrique élevée en fait des candidates naturelles à une intégration progressive du solaire. De la même manière, les grands projets agricoles et industriels doivent être conçus dès l'origine avec une base énergétique renouvelable. Des initiatives d'envergure, à l'image du projet Badna, montrent clairement que l'énergie devient un facteur structurant de rentabilité. Dans ces configurations, elle n'est plus un simple coût, mais un élément central du modèle économique. Parallèlement, la transition énergétique doit être pensée comme une politique industrielle. Installer des panneaux ne suffit pas à créer de la richesse. Celle-ci se construit dans la production, l'assemblage, l'intégration et la maîtrise progressive des chaînes de valeur. Sans cette dimension, une part importante des retombées économiques continuera d'être captée à l'extérieur. La structuration d'une filière nationale, même progressive, constitue donc un enjeu stratégique majeur.

Le solaire doit également être relié aux besoins fondamentaux du pays

Dans un contexte marqué par des en-

jeux agricoles et hydriques croissants, son articulation avec l'irrigation, le pompage, le stockage et la gestion de l'eau peut transformer un potentiel énergétique en capacité productive. Dans les régions du Sud, cette approche ouvre la voie à une véritable base économique territoriale, fondée sur la valorisation locale de la ressource. Cette transformation suppose enfin un cadre technique rigoureux. La qualité des équipements, la compétence des installateurs et la fiabilité des installations doivent être garanties par des dispositifs de certification et de normalisation clairs. Sans ces garanties, le marché se fragilise, les investissements se raréfient et la crédibilité de la filière s'érode. L'ensemble de ces éléments converge vers une même exigence : la mise en place d'une gouvernance claire et cohérente. La coordination entre les institutions, le régulateur, les opérateurs énergétiques, les banques et les secteurs économiques concernés conditionne l'efficacité du dispositif. Sans pilotage structuré, les initiatives restent fragmentées. Avec une vision organisée, elles deviennent un modèle.

L'Algérie dispose aujourd'hui d'un atout rare

Peu de pays peuvent à la fois produire de l'énergie, exporter des hydrocarbures et développer une nouvelle économie fondée sur une ressource renouvelable abondante. Mais cet atout ne produira des résultats que s'il est organisé. Le solaire peut rester un outil d'ajustement du système énergétique. Il peut aussi devenir le socle d'une nouvelle dynamique économique. Tout dépend désormais du cadre qui sera mis en place. Car au fond, la question n'est plus de savoir si l'Algérie peut produire de l'énergie solaire. La question est de savoir si elle saura construire l'économie qui en découle.

Ce que nous préconisons : une structuration économique opérationnelle du solaire en Algérie

Dans cette perspective, il ne s'agit plus seulement d'analyser les limites du modèle actuel.

La question est désormais opérationnelle : comment transformer concrètement le solaire en levier de production, de compétitivité et de création de richesse ?

À partir de cette réflexion, une proposition structurée, fondée sur la réalité du terrain et orientée vers l'exécution, peut être formulée.

Proposition à l'attention du Ministère de l'Énergie et des Énergies Renouvelables

Date : 11 avril 2026

I. Résumé exécutif

L'Algérie entre dans la phase opérationnelle du programme solaire des 3 200 MW. Le passage de la planification à la production constitue une rupture majeure. L'enjeu n'est désormais plus technique, mais macroéconomique. Le modèle actuel repose essentiellement sur une logique de substitution du gaz, permettant d'accroître les exportations. Cette approche, bien que pertinente à court terme, ne crée pas une économie solaire autonome. Elle optimise le système existant sans en modifier la structure productive. La présente note propose une évolution vers un modèle économique intégré, fondé sur l'utilisation directe du solaire comme intrant productif dans l'industrie, l'agriculture et les infrastructures stratégiques. L'objectif est clair : transformer un avantage naturel en avantage compétitif industriel souverain.

II. État des lieux et diagnostic du terrain

L'Algérie amorce une transition réelle. Le déploiement du programme solaire marque la fin d'un cycle dominé par les annonces. La Loi de Finances 2026 a introduit des incitations fiscales, et une première base industrielle se structure autour des modules, du câblage, des structures métalliques et de certains équipements associés. Des acteurs économiques nationaux se positionnent, ce qui montre que le marché ne repose plus uniquement sur des importations et des projets publics, mais commence à faire émerger un tissu d'opérateurs locaux. L'analyse du terrain met en évidence un élément déterminant : Le coût marginal de l'énergie solaire est désormais inférieur à celui de l'électricité thermique subventionnée. Ce basculement crée une opportunité historique pour structurer un marché. Cependant, cette dynamique reste incomplète. Elle constitue une base, mais pas encore un modèle économique cohérent.

(A suivre)

Bio express

Sid Ali Mokhefi est un entrepreneur et dirigeant algérien dont l'action est dédiée à la structuration industrielle nationale et à la transition vers une économie verte et souveraine. Ancien président-directeur général d'EDIELEC, il s'est imposé dès 2009 comme un précurseur des solutions énergétiques durables en Algérie en développant des systèmes d'éclairage public hybrides combinant le solaire, le micro-éolien et la technologie LED pour réduire la dépendance énergétique des territoires.

EN TANT QUE 55E
PAYS MEMBRE
La Mauritanie
rejoint le Centre de
développement de
l'OCDE

La Mauritanie a confirmé son adhésion au Comité directeur du Centre de développement de l'OCDE. Cela porte à 55 le nombre total de pays membres du Comité directeur, dont 13 sont africains. L'Union européenne participe également aux travaux du Centre de développement. L'adhésion de la Mauritanie fait suite à une invitation approuvée par le Conseil de l'OCDE. Elle renforce le dialogue entre les membres de l'OCDE et les pays non-membres sur les politiques publiques, et soutient les efforts de la Mauritanie en faveur d'un développement inclusif et durable. La Mauritanie, qui connaît actuellement une profonde transformation économique, occupe une position stratégique entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. En tant que membre du Centre de développement, la Mauritanie participera pleinement au dialogue et à l'analyse des politiques publiques, partageant ses propres expériences en tant qu'acteur régional clé tout en bénéficiant de l'apprentissage par les pairs. Son adhésion soutiendra les priorités de réforme de la Mauritanie — notamment la diversification économique, l'emploi des jeunes, le développement du capital humain, la gouvernance, l'accès aux services de base et la durabilité environnementale — conformément à sa Stratégie de croissance accélérée et de bien-être partagé (SCAPP).

Agence

Synthèse R I/Agence

Lors d'une enquête réalisée en janvier, avant le déclenchement du conflit, les économistes tablaient sur une croissance de 4.9%, estimant que les réformes engagées dans le cadre d'un programme du Fonds monétaire international (FMI) deux ans plus tôt portaient leurs fruits plus rapidement que prévu. 'Nous prévoyons que les prix de l'énergie resteront élevés au cours des prochains trimestres, même après la normalisation des flux via le détroit d'Ormuz. Cela alimentera les pressions inflationnistes en Égypte', a déclaré Pascal Devaux de BNP Paribas. 'Dans ce contexte, nous anticipons un ralentissement de l'activité en Égypte, mais pas de chute brutale.' La croissance s'était effondrée à 2.4% en 2023/24, mais a rebondi après mars 2024, lorsque l'Égypte a fortement dévalué sa monnaie et relevé ses taux d'intérêt dans le cadre

d'un plan de soutien financier du FMI de 8 milliards de dollars. La banque centrale, invoquant le conflit iranien, a révisé ce mois-ci à la baisse sa prévision de croissance annuelle du PIB pour l'exercice 2025/26, la ramenant à 4.9% contre 5.1% prévus en février. La semaine dernière, le FMI a également réduit sa projection de croissance à 4.2% pour l'année civile 2026, contre une estimation précédente de 4.7%. Outre la hausse des prix de l'énergie, la guerre pourrait également pénaliser le tourisme en Égypte, ralentir les transferts de fonds des Égyptiens travaillant dans le Golfe et réduire les recettes issues des droits de passage du canal de Suez. Le sondage prévoit une inflation moyenne de 13.5% en 2025/26, 12.00% en 2026/27 et 9.0% en 2027/28. Les économistes l'avaient estimée à 11.6%, 9.1% et 8.2% lors de la précédente enquête. L'inflation est déjà élevée et si le conflit au

Moyen-Orient persiste, et que les cours du pétrole restent soutenus, cela maintiendra une pression haussière sur les prix', a souligné Harry Chambers de Capital Economics. L'inflation urbaine annuelle en Égypte s'est accélérée plus que prévu pour atteindre 15.2% en mars, contre 13.4% en février, selon l'agence nationale des statistiques CAPMAS. Le conflit iranien devrait pousser la banque centrale à ralentir le cycle d'assouplissement de ses taux au jour le jour entamé il y a un an. Les analystes prévoient que le taux de prêt sera encore de 20.00% d'ici fin juin, avant de glisser à 17.0% d'ici fin juin de l'année prochaine et à 13.25% fin juin 2028. Les analystes interrogés en janvier s'attendaient à une baisse de 200 points de base d'ici janvier et à une autre réduction de 500 points d'ici juin 2027. La banque centrale a abaissé son taux directeur à cinq reprises en 2025, puis une nouvelle fois en février, pour une baisse cumulée de 825 points de base.

CONTRÔLE ÉCONOMIQUE EN TUNISIE
167 infractions relevées et plus de 750 kg de produits
alimentaires saisis

Une campagne régionale conjointe de contrôle des produits agricoles et de la pêche a permis de relever 167 infractions économiques et de saisir 752 kg de denrées alimentaires, selon des données du ministère du Commerce et du Développement des exportations. Déployée le samedi 25 avril 2026 dans le Grand Tunis ainsi que dans les gouvernorats de Nabeul, Bizerte et Zaghuan, l'opération a été lancée depuis la centrale des marchés de gros de Bir El Kassaa. Elle a mobilisé 25 équipes de contrôle et a donné lieu à 586 visites sur le terrain couvrant 35 zones d'intervention.

Infractions liées aux prix et à la transparence

Selon les chiffres officiels, les infractions consta-

tées se répartissent principalement entre 96 infractions liées aux prix et à la spéculation (57%), 70 infractions relatives à la transparence des transactions (42%) et une infraction concernant la métrologie et la qualité (1%). Par secteur, 141 infractions concernent les produits agricoles et de la pêche, contre 26 infractions relevées dans les produits alimentaires de base.

Saisies de viande, volaille et produits frais

Les opérations de contrôle ont également conduit à la saisie de 156 kg de viande et de volaille ainsi que 596 kg de fruits et légumes, dans le cadre de la lutte contre les circuits de distribution informels et les pratiques spéculatives. Selon le ministère,

cette campagne s'inscrit dans une stratégie nationale visant à renforcer la transparence des transactions, à lutter contre la spéculation et à limiter les hausses de prix injustifiées.

Renforcement du contrôle et appel aux citoyens

Les autorités affirment vouloir améliorer le suivi des marges bénéficiaires dans le commerce de détail et combattre toute forme de monopole ou de manipulation des prix, tout en garantissant un meilleur accès des consommateurs aux produits essentiels. L'opération a bénéficié du soutien des forces de sécurité afin d'assurer l'efficacité des interventions sur le terrain.

R I/Agence

LIBYE

La Banque centrale lance une opération massive de vente de dollars aux citoyens

Sous la pression d'une inflation galopante et des mises en garde du FMI, le gouverneur de la Banque centrale de Libye lance une opération massive de vente de devises aux particuliers le 3 mai prochain. Un pari à un milliard de dollars pour tenter de stabiliser une économie en surchauffe. C'est une thérapie de choc que s'apprête à administrer Naji Issa, gouverneur de la Banque centrale de Libye (BCL). Dimanche 26 avril, après un sommet avec les ténors de la banque commerciale, l'institution a tranché : le 3 mai prochain, les vannes du dollar seront officiellement ouvertes pour les citoyens libyens. L'enjeu est de distribuer un milliard de dollars en espèces pour court-circuiter

un marché noir devenu hors de contrôle et redonner de l'air à une population asphyxiée par la cherté de la vie.

Une injection massive
pour casser le marché noir

Le plan de vol est précis. Dès ce lundi 27 avril, une première tranche de 500 millions de dollars devrait commencer à être acheminée vers les agences bancaires du pays. L'opération repose sur une plateforme de réservation simplifiée, conçue pour attirer les Libyens vers le circuit bancaire formel et ainsi asséscher la demande sur le marché parallèle, où le dinar ne cesse de s'effriter. La seconde tranche, le reliquat de 500 millions, sera libérée en fonction de l'ab-

sorption de la demande réelle sur le terrain, indique la Banque centrale. Cette intervention est devenue une nécessité de survie économique pour le pays. En mars 2026, l'inflation affichait un inquiétant 12,4 %, portée par une envolée des prix alimentaires (+16,8 %). En facilitant l'accès au billet vert au taux officiel, la BCL espère freiner mécaniquement cette « inflation importée » qui rogne le pouvoir d'achat.

Le cri d'alarme du FMI

Dans son rapport de consultation publié jeudi 9 avril, le Fonds monétaire international (FMI) ne cache pas son inquiétude. Si la croissance du pays devrait atteindre 6,7 % en 2026, portée par les re-

venus pétroliers, elle repose sur des sables mouvants. Le Fonds pointe notamment un déficit budgétaire record. Il a frôlé les 30 % du PIB en 2025, épuisant les réserves de change à une vitesse alarmante. L'institution de Bretton Woods indexe également une instabilité monétaire chronique alors que le dinar a déjà subi une dévaluation de 14,7 % en janvier dernier, la troisième en moins d'un an. Pour les experts de Washington, l'opération « un milliard » de la BCL ne sera qu'un « remède temporaire » si elle ne s'accompagne pas d'une discipline budgétaire stricte et d'une réduction drastique des dépenses publiques.

Agence

AFRIQUE

Les importations de panneaux solaires chinois ont crû de 48 % en 2025

Longtemps concentrées en Afrique du Sud, les importations de panneaux solaires « Made in China » augmentent un peu partout sur le continent. 15 pays africains ont importé plus de 0,3 gigawatt du géant asiatique, avec l’Egypte et l’Algérie désormais en tête.

Par Rédaction internationale

Les pays africains ont importé un total de 18,8 gigawatts (GW) de panneaux solaires chinois en 2025, contre 12,7 GW en 2024, soit une hausse de 48 %, selon le rapport « Global Electricity Review 2026 » publié le mardi 21 avril 2026 par Ember, un think tank œuvrant à accélérer la transition vers l'énergie propre à l'échelle mondiale. Ce volume équivaut à plus de 3 fois la capacité du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD), le plus grand projet hydroélectrique du continent (5,15 GW). L'augmentation des importations de panneaux solaires chinois en Afrique survient alors que Pékin réduit ses exportations vers les États-Unis et l'Europe pour une multitude de raisons, dont la hausse des droits de douane. Le rapport révèle également une forte hausse des achats égyptiens de panneaux solaires « Made in China en 2025, avec 2,3 GW d'importations contre seulement 1 GW en 2024. L'Algérie a quant à elle multiplié par six ses importations, qui sont passées de 0,35 GW en 2024 à 2,1 GW en 2025. D'après la dernière mise à jour de la base

de données « China's Solar PV Export Explorer » d'Ember, qui se base sur des données publiées par l'Administration générale de la douane chinoise, cinq pays africains ont importé plus de 1 GW de panneaux solaires chinois durant l'année écoulée (Egypte, Algérie, Afrique du Sud, Nigeria, RD Congo), et dix autres ont importé plus de 0,3 GW (Maroc, Kenya, Soudan, Zambie, Mozambique, Sénégal, Tanzanie, Namibie, Cameroun, Tunisie). L'engouement des pays africains pour les panneaux fabriqués chez le géant asiatique s'explique essentiellement par leurs prix abordables. Selon des propos du directeur général du développeur norvégien de projets solaires Empower New Energy, Terje Osmundsen, rapportés par le site d'information The Wire China, les panneaux solaires chinois haut de gamme sont généralement 20 à 30 % moins chers que les produits comparables fabriqués par d'autres exportateurs asiatiques.

Le solaire a couvert les trois quarts de la hausse de la demande mondiale

Le rapport indique d'autre part que les énergies renouvelables ont devancé le

charbon en Afrique en 2025, notamment grâce au développement rapide des capacités solaires et à la mise en service du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne, qui a permis une forte augmentation de la production hydroélectrique du pays. L'Afrique du Sud reste cependant fortement dépendante du charbon. Ce combustible polluant représente encore 81 % du mix électrique du pays le plus industrialisé du continent, qui occupe le 2e rang mondial en termes de part du charbon dans la production totale d'électricité, après la Mongolie (86 % du mix électrique). À l'échelle mondiale, l'énergie solaire a été le principal moteur de changement dans le secteur énergétique en 2025, avec une croissance record qui a couvert environ 75 % de l'augmentation nette de la demande d'électricité. La production d'électricité d'origine solaire a atteint 2 778 TWh l'année écoulée, ce qui représente une hausse record de près de 30 % par rapport à 2024 (+ 636 TWh). Par ailleurs, l'énergie solaire a représenté 8,7 % du mix électrique mondial en 2025, y dépassant l'éolien (8,5 %).

AFRIQUE DU SUD La superficie consacrée au blé attendue à son plus bas niveau en 11 ans

L'Afrique du Sud est le principal marché pour le blé importé en Afrique australe. Alors que la production locale est en chute libre depuis quelques années, cette dynamique est appelée à se poursuivre au cours de la campagne de 2026, marquée par de nouveaux défis. En Afrique du Sud, les agriculteurs ont l'intention de cultiver du blé sur près de 486 400 hectares en 2026. C'est ce qu'indique le Comité d'estimation des récoltes (CEC) dans un rapport publié sur les cultures d'hiver, le 23 avril. Cette projection, si elle se réalise, marquerait un recul de 30 900 hectares, soit une baisse de 6 % par rapport à la superficie qui y était consacrée un an plus tôt, mais aussi le plus bas niveau enregistré depuis 2015 (482 150 hectares). Elle signerait en outre la première fois en l'espace de neuf ans que la superficie consacrée à la culture du blé dans le pays passe en dessous des 500 000 hectares. Pour expliquer ce désintérêt pour la céréale, les autorités mettent en avant un contexte économique marqué par la hausse des coûts de production et la volatilité des marchés mondiaux, qui rendent la production de cultures d'hiver moins rentable pour les agriculteurs. S'exprimant sur le sujet, John Steenhuisen, ministre de l'Agriculture, indique par exemple que l'engrais et le diesel qui compte respectivement pour près de 50 % et 18 % des coûts de production du blé voit leur prix flambé sous l'effet des perturbations des chaînes d'approvisionnement en lien avec le conflit au Moyen-Orient.

Agence

NIGER

11 millions \$ pour réhabiliter un périmètre irrigué dans la région de Tahoua

En Afrique subsaharienne, l'agriculture reste majoritairement pluviale. Face à la sécheresse caractéristique du Sahel, les autorités poursuivent leurs efforts en faveur de l'irrigation pour améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Au Niger, le ministère de l'Agriculture a donné le 19 avril dernier le coup d'envoi des travaux de réhabilitation

du périmètre hydroagricole d'Ibohamane, situé dans la région de Tahoua. D'un coût total de 6 milliards de francs CFA (10,7 millions \$), le projet porte sur une superficie de 750 hectares aménagée depuis 1968. Selon les informations relayées par l'Agence nigérienne de presse (ANP), cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet d'Appui au Développement des Cultures Irrigées et à l'Intensification de la Production Animale (PACIPA) mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale. Elle participe également à la stratégie nationale de développement de la grande irrigation, visant à accroître les superficies irriguées et à sécuriser la production agricole. Dans le cadre du PACIPA, le gouvernement prévoit également la réhabilitation et l'aménagement de nou-

veaux périmètres hydroagricoles dans la région de Tahoua à travers plusieurs départements, dont Abalak, Bouza, Keita et Tchintabaraden. Si ces projets d'investissement traduisent une volonté d'intensifier le recours à l'irrigation pour réduire la dépendance à l'agriculture pluviale, le chemin à parcourir est encore long. Les données compilées par la FAO montrent par exemple que 269

000 hectares de terres agricoles étaient équipés pour l'irrigation au Niger en 2023, alors que le pays dispose d'un potentiel de terres irrigables estimé à 5,7 millions d'hectares. Dans un rapport publié en 2025, la FAO estime en effet que les terres irriguées dans le monde sont 3,2 fois plus productives en valeur que les terres pluviales.

Agence

GRÂCE À L'IA

Le Ghana veut révolutionner son marché du travail d'ici 2035

Face à un chômage élevé chez les jeunes, Accra engage une offensive pour faire de l'intelligence artificielle le moteur de sa transformation économique et repositionner le pays dans l'économie numérique mondiale. Le Ghana ne veut plus subir la révolution numérique. Il entend la piloter. Le vendredi 24 avril à Accra, le président John Dramani Mahama (photo) a lancé la Stratégie nationale d'intelligence artificielle, un document de plus de 80 pages structuré autour de huit piliers stratégiques. L'ambition est de faire du Ghana le premier hub continental de l'IA d'ici 2035. La stratégie fixe un objectif saisissant, celui d'une contribution de l'IA à hauteur de 500 milliards de cedis, soit environ 45 milliards de dollars, au PIB national d'ici 2035.

Pour y parvenir, le programme s'appuie sur deux leviers. Le premier est infrastructurel — 250 millions de dollars pour un centre de calcul IA de classe mondiale, et 20 millions supplémentaires pour le déploiement à court et moyen terme de la stratégie. Le second mise résolument sur le capital humain. La Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST) a joué un rôle central dans la conception du cadre. Le chercheur principal du Laboratoire d'IA responsable (RAIL), Jerry John Kponyo, a coordonné les travaux avec le gouvernement, des partenaires internationaux et le secteur privé. « Cette stratégie est le fruit de recherches approfondies, de consultations et d'un engagement collectif fort », a-t-il souligné.

L'emploi est au cœur du projet. Le président Mahama a été direct. Le Ghana ne sera pas « un simple consommateur des technologies façonnant l'avenir », mais « un participant actif à leur conception et leur déploiement ». Le gouvernement assume une approche centrée sur l'humain, priorisant l'inclusion et la création d'emplois plutôt que le remplacement des travailleurs par les machines. Cette initiative intervient dans un contexte de pression croissante sur le marché du travail. Le gouvernement a fixé un objectif de 190 000 inscrits dans les instituts de formation professionnelle et technique (TVET) en 2026, contre 59 583 en 2019 et 70 978 en 2022, selon le cadre budgétaire à moyen terme du ministère de l'Éducation. Autre signal encourageant, la part des femmes dans ces

filières a bondi de 21,5 % à 51,4 % sur la même période. Mais ces avancées restent insuffisantes face à l'ampleur du défi. D'après des données communiquées par le ministère ghanéen du Développement et de l'Autonomisation de la jeunesse de février 2025, près de 68 % des jeunes actifs occupent des emplois vulnérables, sans sécurité de revenu ni protection sociale. La stratégie IA se veut la réponse structurelle à cette équation. Le Ghana pointe au 72e rang mondial et 6e en Afrique dans le Global AI Index 2025, derrière l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Rwanda. La volonté politique de progresser est désormais affichée. Il reste l'exécution.

R I.

POINT-MARCHÉS

Début de semaine prudent en Europe

Les grands indices européens commencent la semaine dans le calme après avoir reculé vendredi dernier. A Paris, le CAC 40 avance timidement de 0,29%, à 8 181 points, le DAX 40 à Francfort déroule la même tendance avec un gain de 0,41%, tandis que le FTSE 100 à Londres est autour de l'équilibre et grappille 0,02%.

Au cours du dernier exercice hebdomadaire, la Bourse de Paris a cédé 3,17%, son plus lourd repli sur cinq jours depuis le début du conflit au Moyen-Orient au tout début du mois de mars. Au cours du week-end, il n'y a pas eu de réelle évolution étant donné que les émissaires américains ne se sont pas rendus à Islamabad au Pakistan pour une deuxième session de négociations. Donald Trump a annoncé sur son réseau social ce week-end : "je viens d'annuler le voyage de mes représentants qui devaient se rendre à Islamabad, au Pakistan, pour rencontrer les Iraniens. Trop de temps perdu en déplacements, trop de travail ! En plus de cela, il règne une zizanie et une confusion monumentales au sein de leur "direction". Personne ne sait qui commande, eux y compris". Du côté de l'Iran, le pays aurait fait des propositions pour rouvrir le détroit d'Ormuz et mettre fin à la guerre, tout en re-

mettant à plus tard les négociations sur le nucléaire. Malgré cette proposition, les prix du pétrole restent orientés à la hausse. A New York, le WTI progresse de 0,30%, à 96,37 dollars, et à Londres, le Brent de la mer du Nord avance de 0,58%, à 107,95 dollars. Sur le marché des devises, l'euro remonte face au billet vert (+0,34%) et se négocie contre 1,1745 dollar.

Un lundi calme avant une semaine chargée

L'actualité macro-économique du jour est particulièrement légère, les investisseurs ont déjà pris connaissance de la seule statistique d'importance du jour. Il s'agissait de l'indice GfK allemand du mois de mai qui mesure la confiance des consommateurs. Ce dernier a reculé plus que prévu en s'installant à -33,3 points, contre des attentes à -30,2 et un précédent à -28,1 points. Cet indicateur est à son plus bas

niveau depuis février 2023. Le reste de la semaine sera nettement plus chargé avec principalement mercredi, la décision de la Réserve fédérale américaine sur sa politique monétaire où un statu quo est largement anticipé. Plusieurs données sur l'inflation et la croissance sont attendues de part et d'autre de l'Atlantique au cours des prochains jours. En ce qui concerne les sociétés, le rythme des publications a ralenti ce lundi, mais va s'intensifier dès mardi avec notamment : Visa, Coca Cola Company, Novartis, T-Mobile US, Airbus. A partir de mercredi, parmi les plus importantes, il y aura : Alphabet, Microsoft, Meta, AbbVie, AstraZeneca, Eli Lilly, Mastercard, Caterpillar, Amgen, Schneider Electric... Aujourd'hui, dans l'actualité, Renault avance de 2,15%, malgré UBS qui a confirmé sa recommandation à vendre sur le titre, avec un objectif de cours de 28 euros. De son côté OSE Immunotherapeutics flambe de 21,10%, Veloxis Pharmaceuticals, un partenaire du Français, a annoncé

que la Food and Drug Administration (FDA) avait accordé au Pegrizepurment le statut de médicament orphelin pour la prévention du rejet d'allogreffe cardiaque chez les patients ayant bénéficié d'une transplantation cardiaque. Dans le bas du palmarès, Dassault Systèmes perd 0,54%. Citi est resté à neutre sur l'action, mais a relevé de 19 à 20 euros, sa cible de cours. Forvia trébuche de 1,77%, l'équipementier automobile a annoncé la cession de sa division Forvia Interiors à des fonds gérés par Apollo sur la base d'une valeur d'entreprise de 1,82 milliard d'euros. En Europe, Nordex a réalisé un excellent début d'année. Jefferies note que le chiffre d'affaires a progressé de 10,6% par rapport à l'année précédente pour atteindre 1 587,7 millions d'euros au 1er trimestre 2026 (contre 1 538 millions d'euros à taux de change constant). Le titre de la société spécialisée dans le développement, la fabrication et la distribution de systèmes d'énergie éolienne flambe de 11,26%. Agence

BOURSE DE PARIS
En légère hausse

La Bourse de Paris a ouvert en légère hausse lundi, prudente face à l'incertitude au Moyen-Orient, avant une semaine riche en terme de décisions de politique monétaire. Vers 09H30 (heure de Paris), dans les premiers échanges, le CAC 40 grappillait 0,14%, à 8.168,84 points, en hausse de 11,02 points. Vendredi, l'indice vedette Parisien avait perdu 69,50 points (-0,84%), à 8.175,82 points. "Les pourparlers en vue d'une paix" au Moyen-Orient "sont dans l'impasse", même si les marchés "espèrent de plus en plus qu'un accord peut être trouvé", résume Kathleen Brooks, analyste pour XTB. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a accusé lundi les Etats-Unis d'être responsables de l'échec des pourparlers de paix au Pakistan, après son arrivée en Russie où il doit rencontrer le président Vladimir Poutine. Samedi, le président américain Donald Trump avait annulé le déplacement prévu au Pakistan de son gendre Jared Kushner et de son envoyé spécial Steve Witkoff, en disant qu'il n'aurait "plus faire" de négociations directes avec l'Iran. Dans ce contexte incertain, les prix du pétrole grimpent à nouveau. Vers 09H20, le cours du baril de West Texas Intermediate (WTI) référence du marché américain, prenait 2,20% à 96,48 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, gonflait de 2,33% à 107,78 dollars. Le détroit d'Ormuz fait en effet toujours l'objet d'un double blocus iranien et américain, qui y paralyse de facto le trafic dans ce passage

stratégique où transitent d'ordinaire 20% du brut mondial. Mis à part la situation au Moyen-Orient, "une grosse semaine nous attend", résument les analystes de Natixis. Les investisseurs devront d'abord décortiquer une série de réunions de politique monétaire, avec notamment celle de la Réserve Fédérale américaine (Fed) mercredi, avant la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre, jeudi. Confrontées à un regain d'inflation en raison de la flambée des prix du pétrole, les institutions monétaires devraient toutefois temporiser, sans toucher à leurs taux directeurs, le temps d'évaluer le caractère durable de ce mouvement de hausse des prix. Les taux d'intérêt des emprunts souverains étaient, dans ce contexte, en légère hausse: le rendement à échéance dix ans français atteignait 3,66%, contre 3,63% vendredi en clôture. Son équivalent allemand était à 3,01%, contre 2,99%. L'équipementier automobile français Forvia, en difficulté depuis plusieurs années, a annoncé lundi la vente de sa division d'aménagements intérieurs (planches de bord, panneaux de porte...) au gestionnaire d'actifs américain Apollo, pour une valorisation de 1,82 milliard d'euros. Cette vente, qui devrait lui permettre de réduire sa dette, concerne "l'ensemble du champ d'activité" de la division d'aménagements intérieurs de Forvia, a précisé Martin Fischer, directeur général du groupe lors d'un appel téléphonique avec des journalistes. Après cette annonce, son titre prenait 1,28% à 10,31 euros.

R. I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 27 Avril 2026 Valeur : 29 Avril 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.2278	132.2428
1	EUR	EURO		155.2883	155.3192
1	GBP	POUND STERLING		179.1219	179.1422
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0681	83.0827
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3740	19.3782
1	CHF	SWISS FRANC		168.5934	168.6555
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.0266	97.0589
1	DKK	DANISH KRONE		20.7778	20.7841
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3525	14.3564
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2548	14.2591
1	AED	UAE DIRHAM		35.9980	36.0040
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2523	35.2582
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.4121	431.6018
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1431	45.5968
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2859	14.2876
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7804	20.8868
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3124	3.3227
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.1325	181.1325

BOURSE ZURICH
Démarrage laborieux du SMI

La Bourse suisse a débuter la première séance de la semaine en territoire négatif, à l'instar de sa clôture de vendredi. La patience est de mise pour cette première séance de la semaine après le report des pourparlers Iran-Etats-Unis et avant la rencontre entre Vladimir Poutine et le chef de la diplomatie iranienne. De leur côté, plusieurs banques centrales prendront la parole dans les prochains jours. Dans les premiers échanges, les places européennes sont restées prudentes. Paris prenait 0,21%, Francfort 0,37%. Milan (+0,07%) et

Londres (-0,07%) étaient à l'équilibre. Les indices européens en hausse sont "portés par un regain d'optimisme après des informations évoquant une proposition iranienne visant à rouvrir le détroit d'Ormuz. Cette perspective de désescalade, même encore incertaine, suffit à soutenir l'appétit pour le risque", a souligné John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion. Côté macroéconomie, le morale des consommateurs allemands est attendu en baisse pour mai. L'indice

global du climat de consommation publié par les instituts GfK et NIM devrait diminuer à -33,3 points, soit 5,2 points de moins sur un mois, rapporte un communiqué. Les profits industriels en Chine sont au programme du jour. Mardi, la Banque du Japon sera à l'honneur. Mercredi, la réunion de la Fed suivra. Jeudi, la BCE et la banque d'Angleterre animeront les marchés. Vers 09h30, le baril de Brent prenait 2,45% à 107,91 dollars et celui de WTI 2,42% à 96,68 dollars. A la même heure, l'indice vedette SMI lâchait 0,13% à 13'152,60

points, le SLI 0,10% à 2103,62 et le SPI 0,16% à 18'567,28 points. Sur les trente valeurs de l'indice SMI, sept optaient pour le vert. Sur le podium, Lonza prenait 1,8%, suivi d'Amrize (+1,2%) et de Logitech (+1,1%). La lanterne rouge revenait à Zurich Insurance (-0,8%). ABB se délestait de 0,3% après que Kepler Cheuvreux ait abaissé la recommandation à "hold", contre "buy". Pour les poids lourds, seule UBS prenait 1,0%. Nestlé perdait 0,5%, Roche 0,1% et Novartis 0,2%. Ce dernier a annoncé lundi que la Commission européenne a approuvé

Rhapsido (remibrutinib) comme premier traitement oral ciblé pour l'urticaire chronique spontanée chez les adultes insuffisamment soulagés par les antihistaminiques H1. Hors SMI, le biochimiste bâlois Bachem (+1,0%) annonce lundi la conclusion d'une ligne de crédit renouvelable de 500 millions de francs suisses d'une durée de cinq ans. Elle est assortie d'une option non ferme permettant de la porter à 650 millions de francs suisses.

Agence

EN CAS D'ADOPTION DE LA LOI D'ACCÉLÉRATION INDUSTRIELLE

La Chine durcit le ton et menace l'Europe de “contre-mesures”

La Chine "n'aura d'autre choix que de prendre des contre-mesures" en cas d'adoption par Bruxelles et Strasbourg de la loi d'accélération industrielle, visant à favoriser des mécanismes de préférence européenne sur des secteurs stratégiques comme l'énergie et les matières premières, a indiqué le ministère chinois du Commerce. La Commission européenne veut, à travers ce texte, "ramener l'industrie à 20% du PIB européen d'ici 2035, contre 14% aujourd'hui".

Par Rédaction internationale

Pékin a menacé, lundi 27 avril, de prendre des mesures contre l'Union européenne si cette dernière adopte sans prendre en compte les positions chinoises une loi visant à réindustrialiser l'Europe et qu'elle juge discriminatoire. Le projet de loi dite d'"accélération industrielle" présenté le 4 mars par la Commission européenne devra être approuvé par les Etats membres et le Parlement européen. Le ministère chinois du Commerce a indiqué dans un communiqué avoir soumis le 24 avril ses commentaires à la Commission et exprimé ses "graves préoccupations". "La Chine suivra attentivement le processus législatif" et "se tient prête à dialoguer", a dit le ministère. "Si l'UE ignore les suggestions de la Chine et insiste pour faire adopter ce texte, portant ainsi préjudice aux intérêts des entreprises chinoises, la Chine

n'aura d'autre choix que de prendre des contre-mesures", a-t-il prévenu.

Batteries, véhicules électriques, photovoltaïque...

Le texte exigerait des entreprises de secteurs jugés stratégiques "un nombre ou un pourcentage de composants critiques originaires d'Europe" quand elles bénéficient de fonds publics, selon le vice-président de la Commission européenne, le Français Stéphane Séjourné. Le texte cible l'industrie automobile, les technologies d'énergies décarbonées (panneaux solaires, batteries, pompes à chaleur, centrales nucléaires...), les industries lourdes. Sans être nommée, la Chine semble clairement visée. Les Européens dénoncent de longue date la concurrence déloyale exercée selon eux par les entreprises chinoises fortement subventionnées. Ce texte est "plus qu'un simple change-

ment de mode opératoire, c'est un changement de doctrine encore impensable il y a seulement quelques mois", a déclaré Stéphane Séjourné lors d'une conférence de presse. "Notre objectif est clair: ramener l'industrie à 20% du PIB européen d'ici 2035, contre 14% aujourd'hui", a-t-il ajouté. Cela va passer par l'instauration d'une "préférence européenne", une mesure longtemps restée taboue en Europe en raison de son caractère protectionniste. Pour la Chine, ce texte "impose de nombreuses restrictions aux investissements étrangers dans quatre secteurs stratégiques émergents: les batteries, les véhicules électriques, le photovoltaïque et les matières premières cruciales; il instaure des clauses exclusives d'"origine UE" dans la passation des marchés publics et des politiques de soutien public", dit le ministère chinois. "Les investisseurs chinois seront en butte à la discrimination", assure-t-il.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'indien Sun Pharma s'offre l'américain Organon pour 11,75 milliards de dollars

Le laboratoire indien Sun Pharmaceutical a annoncé lundi avoir conclu un accord en vue d'acquérir le groupe américain Organon, spécialisé dans la santé des femmes, pour un montant valorisé à 11,75 milliards de dollars. Le plus grand laboratoire pharmaceutique indien rachètera l'intégralité des actions d'Organon au prix de 14 dollars par action, dans le cadre d'une transaction entièrement en numéraire, ont indiqué les deux sociétés dans un communiqué conjoint.

L'acquisition a été approuvée par les conseils d'administration des deux groupes et devrait être conclue «début 2027», sous réserve de l'obtention des feux verts réglementaires nécessaires et de l'accord des actionnaires. Cette opération s'inscrit «dans la droite ligne» du projet de Sun Pharma de développer son activité de «médicaments innovants», ajoute le communiqué, soulignant qu'elle permet également au géant indien de devenir l'un des dix premiers acteurs mondiaux du marché des

biosimilaires. «Le portefeuille, les capacités et la portée mondiale d'Organon sont très complémentaires aux nôtres», a déclaré le président de Sun Pharma, Dilip Shanghvi, dans un communiqué. «Nous pensons que le rapprochement de ces deux organisations permettra de créer une plateforme plus solide et plus diversifiée», a-t-il souligné. La présidente d'Organon, Carrie Cox, a estimé que ce rachat représentait «une valeur immédiate et convaincante » pour les action-

naires. Le laboratoire américain Organon propose des médicaments et solutions thérapeutiques pour les femmes, couvrant un éventail allant de la contraception à la fertilité en passant par les maladies cardiovasculaires et les cancers. L'Inde, souvent qualifiée de «pharmacie du monde», a exporté pour plus de 31 milliards de dollars de médicaments au cours du dernier exercice fiscal.

Agence

FRANCE

Le pays est le 3^e de l'OCDE qui taxe le plus le travail

Dans La Tribune Dimanche, le rapporteur général du budget préconise de supprimer les principales cotisations salariales pour rendre du pouvoir d'achat aux Français. Philippe Juvin dévoile son projet pour que le travail "paye mieux". Après de nos confrères de La Tribune Dimanche ce dimanche 26 avril, le

rapporteur général du budget dit vouloir "rendre service" au candidat qui représentera la droite lors de l'élection présidentielle de 2027 et suggère plusieurs pistes pour réduire l'écart entre le salaire brut et le salaire net. Une récente étude de l'OCDE a démontré que lorsque qu'un employeur dépensait 100 euros pour un salarié en France, ce

dernier ne recevait dans sa poche "que" 52,80 euros compte tenu du niveau des différents prélèvements qui pèsent sur le travail. Cela classe l'Hexagone à la troisième place des pays de l'OCDE qui taxent le plus le travail. Face à ce constat, Philippe Juvin propose de "rendre" pas moins de 106 milliards d'euros aux Français, notamment en supprimant les

cotisations salariales santé, retraite, et chômage. La CSG (contribution sociale généralisée), la CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale) ainsi que les cotisations patronales seraient en revanche maintenues. Pour financer ce projet, le rapporteur général du budget préconise d'augmenter de trois points la TVA et d'un

point la CSG, ce qui rapporterait selon lui 40 milliards d'euros à l'État. Il plaide également pour la suppression de la prime d'activité, "une trappe à bas salaires" qui deviendrait "moins nécessaire puisqu'on augmente le salaire direct". De quoi renflouer les caisses de 10 milliards d'euros.

R. I.

FED

Soutien clef à la nomination de Kevin Warsh par un sénateur républicain

Le sénateur républicain Thom Tillis a annoncé dimanche qu'il soutiendrait la nomination de Kevin Warsh à la présidence de la banque centrale américaine (Fed) après l'abandon de l'enquête visant l'actuel patron de la Fed, dont il faisait une condition. Il s'agissait du dernier obstacle majeur à un vote de confirmation avant la fin du mandat de Jerome Powell, le 15 mai. «L'enquête criminelle sur le président (Jerome) Powell était une menace sérieuse à l'indépen-

dance de la Fed», a écrit le sénateur de Caroline du Nord sur le réseau social X, «et elle devait être clôturée avant que je puisse soutenir la confirmation de Kevin Warsh». Ces investigations portaient sur la gestion par Jerome Powell des travaux de rénovation du siège de la Réserve fédérale, à Washington, dont le budget est désormais estimé à 2,5 milliards de dollars contre 1,9 initialement. Le président de la Fed avait révélé l'existence de cette enquête début janvier, y voyant une «me-

naçe» de Donald Trump et de son gouvernement pour pousser l'institution à abaisser son taux directeur. Vendredi, la procureure fédérale de Washington, Jeanine Pirro, nommée par le président américain, a annoncé la fin de l'enquête. Elle a indiqué avoir diligenté l'Inspecteur général de la Fed, Michael Horowitz, afin qu'il prenne le relais et mène ses propres investigations, procédure classique relevant d'une enquête administrative et non criminelle. Thom Tillis avait prévenu

qu'il voterait contre la désignation de Kevin Warsh par la commission bancaire du Sénat, étape cruciale du processus de nomination. En faisant obstruction, le sénateur républicain aurait mis le nombre des sénateurs opposés au choix de Kevin Warsh à égalité avec celui des partisans, bloquant de fait le scrutin. Vendredi, Jeanine Pirro a néanmoins laissé la porte ouverte à une réouverture de l'enquête «si les faits le justifiaient».

R. I.

ALLEMAGNE Les prix de l'énergie plombent le moral des consommateurs, au plus bas depuis trois ans

Le moral des consommateurs allemands devrait se dégrader à l'approche du mois de mai, les perspectives de revenus des ménages s'assombrissant face à une inflation galopante, alimentée par le conflit en Iran et ses répercussions sur les prix de l'énergie, selon une enquête publiée lundi. L'indice du moral des consommateurs, publié par le Nuremberg Institute for Market Decisions (NIM) et l'institut d'études de marché GfK, affiche une chute à -33,3 points pour mai, contre -28,1 en avril (chiffre révisé légèrement à la baisse). Pour ce baromètre, désormais baptisé 'NIM consumer climate index powered by GfK', il s'agit du niveau le plus bas observé depuis février 2023, a précisé Rolf Buerkl, responsable du climat de consommation au NIM. 'Les anticipations de revenus s'effondrent sous l'effet de la hausse de l'inflation', a ajouté M. Buerkl, après que l'indicateur correspondant a plongé de 18,1 points pour s'établir à -24,4 points. L'inflation allemande harmonisée aux normes européennes a atteint 2,8% en mars en raison de la flambée des prix de l'énergie, et les économistes prévoient de nouvelles hausses à mesure que la guerre en Iran s'enlise. 'Dans ce contexte, les particuliers jugent également la période actuelle moins propice aux achats importants', a complété M. Buerkl, l'indicateur mesurant la propension à l'achat des ménages tombant à son plus bas niveau en deux ans. Les consommateurs se montrent tout aussi pessimistes quant aux perspectives de la première économie d'Europe, les attentes économiques reculant de 6,8 points pour atteindre -13,7. Ce niveau est sensiblement identique à celui observé en avril 2022, au début de la guerre en Ukraine, souligne l'enquête.

Agence

MAILBOX

“Depuis Trump, nos inscriptions ont bondi de 80%”

Face à Google et Microsoft, le fournisseur allemand mailbox revendique une alternative souveraine, chiffrée et conforme au RGPD. L'entreprise n'affiche aucune publicité, et n'a aucun investisseur, ni aucun serveur hors d'Europe. Son fondateur Peer Heinlein nous explique pourquoi la défiance envers les Big Tech américaines lui donne aujourd'hui le vent en poupe.

2^e partie et fin

Quel est le profil type de l'utilisateur de mailbox aujourd'hui ? Observez-vous davantage de particuliers, d'entreprises ou d'institutions. Cette répartition a-t-elle évolué ces dernières années ?

P.H : Aujourd'hui, des particuliers, des entreprises et le secteur public utilisent notre espace de travail numérique. Et nous enregistrons une croissance significative dans tous ces groupes d'utilisateurs. Cela inclut des familles souhaitant partager des photos en toute sécurité, des entreprises qui veulent communiquer avec leurs clients de manière sécurisée et fiable par email et visioconférence, ou encore des établissements scolaires qui ont besoin de gérer et d'envoyer des données d'élèves en conformité avec le RGPD. Parmi les utilisateurs de mailbox, on trouve des personnes sans connaissances techniques avancées, qui veulent une solution sécurisée clé-en-main. Il y a aussi des utilisateurs professionnels qui personnalisent mailbox selon leurs besoins spécifiques, en sélectionnant par exemple des mesures de sécurité supplémentaires et configurables. Quelle que soit leur maîtrise technique, tous les utilisateurs trouvent en mailbox un espace intuitif et sécurisé pour leur communication quotidienne et leur collaboration numérique. Les entreprises bénéficient de solutions permettant une intégration fluide dans l'infrastructure existante. Nous sommes une entreprise allemande qui héberge exclusivement ses données dans des centres de données allemands. mailbox est donc soumise uniquement au droit allemand et européen. Les utilisateurs bénéficient des réglementations strictes européennes en matière de protection des données et de sécurité de l'information.

Nous observons ainsi un nombre croissant d'entreprises, de collectivités locales et d'organisations d'infrastructures critiques (notamment dans le secteur de l'énergie) qui ne sont plus disposées à accepter les risques pour la protection des données et les coûts croissants liés aux hyperscalers américains. Ces organisations sont souvent soumises à des exigences particulièrement strictes en matière de sécurité de l'information et de continuité d'activité. Souvent la volonté de changer de changer est bien là, mais la transition est rendue plus difficile et plus lente par des facteurs tels que le vendor lock-in. Avec l'entrée en vigueur des lois nationales transposant la directive européenne NIS 2, davantage d'organisations sont désormais tenues d'améliorer systématiquement leur sécurité et de signaler les incidents cyber. Dans ce contexte, nous avons constaté une augmentation significative de l'intérêt pour EVAC. Il n'existe donc pas d'utilisateur type unique, mais un point commun relie les différents groupes : le besoin d'un espace de travail numérique et d'une plateforme de communication sécurisés, flexibles et intuitifs, ainsi qu'une forte sensibilité à la protection des données et à la souveraineté numérique.

L'UE a fortement poussé en faveur de la souveraineté numérique, du RGPD au Digital Markets Act. Cette pression réglementaire a-t-elle réellement joué en votre faveur en tant que fournisseur européen ?

P.H : Nous observons une dualité au niveau juridique : d'un côté, des gouvernements qui appellent à davantage de souveraineté numérique, de l'autre, le Digital Omnibus européen ou les négociations autour du Chat Control menacent d'affaiblir le RGPD. Les hyperscalers américains ont également



saisi cet appel à la souveraineté numérique et proposent des solutions soi-disant souveraines qui, à y regarder de plus près, s'avèrent être du « sovereignty washing ». Les autorités judiciaires et les services de renseignement américains ont également accès aux données hébergées dans des centres de données français ou allemands dès lors qu'une entreprise américaine est impliquée. Quiconque cherche une sécurité juridique pour lui-même, son entreprise ou son administration publique devrait se tourner vers des solutions proposées par des fournisseurs européens. D'après nos observations de la politique numérique en Allemagne, je peux résumer ainsi : la prise de conscience existe, tout comme les solutions. Même si les petites et moyennes entreprises informatiques allemandes ont été régulièrement négligées dans les marchés publics et les partenariats, tandis que les conglomérats technologiques américains ont été généreusement récompensés en retour.

Des entreprises performantes comme la nôtre sont solidement positionnées et prêtes. Mais nous ne pouvons pas planifier à long terme, faute d'une stratégie contraignante et durable. Nous espérons donc un dialogue constructif et une chance équitable, des conditions-cadres claires et un partenariat fiable. Cela inclut également un soutien structurel et des achats publics en faveur de l'open source. C'est le fondement d'un secteur informatique moderne, résilient et autodéterminé. Nous pourrions alors exploiter pleinement notre potentiel pour rendre l'Europe plus indépendante sur le plan numérique et contribuer à la sauvegarde de nos démocraties.

Pourtant il y a une dynamique politique croissante en Europe pour réduire la dépendance aux géants technologiques américains. Pensez-vous que cela se traduit par de vrais changements de comportement des utilisateurs, ou est-ce encore principalement du discours au niveau institutionnel ?

P.H : L'année 2025 a dépassé nos attentes avec la croissance exceptionnelle de mailbox et de l'ensemble du Heinlein Group. Et la tendance de l'année dernière se poursuit. Les gens veulent s'affranchir de leur dépendance aux imports numériques. Ils veulent éviter que des données sensibles ne fuient vers les États-Unis. Ils veulent enfin communiquer et collaborer dans un environnement souverain.

En 2025, l'association professionnelle allemande Bitkom a interrogé plus de 600 entreprises sur leur dépendance aux imports numériques. 96 % des entreprises s'approvisionnent en services et technologies numériques à l'étranger. Parmi elles, 90 % se considèrent « fortement » ou « assez » dé-

pendantes de partenaires étrangers. Il y a donc encore beaucoup à faire. Dans le segment des particuliers, en plus des évolutions géopolitiques déjà mentionnées, des initiatives comme le « German Digital Independence Day » motivent les gens à agir. Cette dernière s'adresse aux personnes qui utilisent des technologies américaines et les accompagne dans leur migration vers des outils souverains.

Vous avez procédé à un relancement significatif en septembre 2025, avec la nouvelle mailbox Suite intégrant calendrier, stockage cloud et visioconférence directement dans une seule plateforme. Qu'est-ce qui a motivé cette décision, et comment a-t-elle été accueillie ?

P.H : Depuis le lancement de mailbox en 2014 comme fournisseur d'e-mail sécurisé, nous n'avons cessé d'évoluer. Nous avons constaté que les organisations et les particuliers ont besoin de systèmes modernes et intégrés permettant le travail mobile en équipe, tout en respectant les standards européens de protection des données. Avec l'espace de travail numérique de mailbox, nous proposons une alternative de haute qualité et souveraine aux leaders du marché américains. Pour y parvenir, nous avons fondamentalement refondu l'ensemble de notre produit, tant sur le plan technique que visuel. La gamme complète de fonctionnalités qu'offre cet espace de travail numérique aux différents groupes d'utilisateurs a été bien accueillie, saluée comme une alternative enfin disponible à Microsoft et Google.

Le chiffrement de bout en bout est souvent présenté comme le summum de la confidentialité des e-mails. Comment gérez-vous la tension entre un chiffrement fort et des fonctionnalités comme la recherche ou la synchronisation multi-appareils que les utilisateurs attendent ?

P.H : Chez mailbox, nous cherchons à faire des choix qui offrent aux utilisateurs le plus haut niveau de sécurité tout en maintenant leur confort. Ainsi, les utilisateurs moins avertis bénéficient de paramètres par défaut soigneusement choisis, tandis que les utilisateurs ayant des besoins ou une expertise différents ont la possibilité de personnaliser le comportement selon leur niveau de risque individuel. De cette façon, nous maximisons l'impact sécuritaire pour le plus grand nombre.

Le chiffrement de bout en bout en est un parfait exemple. Puisqu'il repose sur la disponibilité du chiffrement de bout en bout des deux côtés de la conversation, la majorité des utilisateurs ne peut pas l'utiliser au quotidien. De plus, son utilisation implique des compromis significatifs, comme la recherche dans le contenu et la gestion des clés. C'est pourquoi nous proposons PGP et S/MIME comme fonctionnalités optionnelles. Ceux qui en ont besoin peuvent les utiliser. Et en même temps, tous les utilisateurs ont l'avantage de pouvoir utiliser un client e-mail standard pour accéder à leurs données sur notre plateforme. Cela ne sert à rien si des systèmes de communication sécurisés s'adressent exclusivement à des groupes cibles spécialisés. Nous faisons les choses différemment. Nous mettons la sécurité à la portée du grand public et de la société dans son ensemble. Même si cela serait souhaitable, le chiffrement de bout en bout n'est pas (encore) adapté à tous les cas d'usage de la vie quotidienne. L'expérience montre que les utilisateurs ont

besoin d'une interface ergonomique, flexible et productive dans leur quotidien. Sans cela, ils n'accepteront pas ou n'utiliseront pas les mécanismes de sécurité.

Quels sont vos projets pour les 12 à 18 prochains mois ? Y a-t-il des fonctionnalités ou des intégrations qui vous enthousiasment particulièrement ?

P.H : À l'automne 2025, nous avons lancé une toute nouvelle version de mailbox, incluant une refonte majeure de tous les composants de la plateforme, une nouvelle mailbox Suite, un nouveau design et le lancement de notre Progressive Web App (PWA). Ce relancement constitue le socle de nos prochaines fonctionnalités. Nous travaillons actuellement à l'amélioration de mailbox Office et à une refonte fondamentale de la pile logicielle derrière mailbox Drive pour intégrer OpenCloud, qui fait également partie du Heinlein Group. Ce ne sont pas de petits chantiers, et ils prendront encore du temps. À plus court terme, les clients peuvent s'attendre à de nouvelles fonctionnalités de sécurité. Nous nous efforçons continuellement d'améliorer nos services et de les rendre encore plus conviviaux et plus sécurisés. Ce faisant, nous tenons également compte des nouveaux défis auxquels sont confrontés nos utilisateurs. Prenons l'exemple des entreprises et des administrations publiques : les exigences en matière de cybersécurité et de continuité d'activité ne cessent d'augmenter. Les exigences de conformité se renforcent et touchent davantage d'organisations. Avec la digitalisation croissante, les services numériques sont particulièrement exposés et les éditeurs doivent rester vigilants.

L'IA s'intègre actuellement dans pratiquement tous les outils de productivité. Est-ce quelque chose que vous explorez chez mailbox. Et si oui, comment conciliez-vous les capacités de l'IA avec votre philosophie axée sur la confidentialité ?

P.H : L'intelligence artificielle est en train de remodeler notre monde, et notamment notre façon de travailler. Il va de soi que les données des clients ont toujours été stockées et traitées exclusivement sur le matériel appartenant à mailbox. À la lumière des récentes évolutions de l'IA autour des LLM, nous explorons différentes pistes pour apporter de la valeur à nos clients. Nous ne compromettrons cependant jamais nos valeurs fondamentales d'intégrité et de fiabilité, et nous ne mettrons pas en péril la confidentialité et la sécurité des données de nos clients. Cela signifie concrètement que toute intégration d'IA reposera sur des modèles fonctionnant en interne. Les utilisateurs auront un contrôle total sur l'activation ou non du traitement de leurs données par un LLM.

mailbox fonctionne sur un modèle d'abonnement sans publicité, et vous avez personnellement investi de manière significative dans la plateforme. Ce modèle est-il viable à long terme, et avez-vous déjà été tenté par des financements extérieurs ou des offres de rachat ?

P.H : Nous ne souhaitons pas vendre, parce que ce n'est pas une question d'argent. Ici, au sein du Heinlein Group, avec mailbox, OpenTalk, OpenCloud et Heinlein Support, nous avons une véritable vision. Et nous continuerons à œuvrer dans ce sens. L'histoire n'est pas terminée, et c'est ce qui compte pour nous.

UNE PREMIÈRE DEPUIS 1997 CHEZ PORSCHE

La douche froide pour les employés

Depuis 1997, Porsche verse chaque année un bonus généreux à ses employés, qui peut atteindre près de 10 000 €. L'an dernier, les résultats ont été si mauvais que le constructeur a confirmé qu'il ne verserait rien à ses 27 000 salariés des sites allemands et fournisseurs. Et il y a fort à parier que l'année prochaine sera du même acabit, tant que la machine ne sera pas relancée. La faute à Donald Trump, et aux clients chinois.

Depuis les années 2000, en Allemagne, mieux valait être salarié de Porsche dans l'automobile. Car le constructeur a toujours été généreux avec ses employés, pour les remercier de l'effort fourni pour faire de la marque l'une des plus rentables de l'histoire. Gamme GTS/GT/GT3 qui a pris de plus en plus de place au fil du temps, options toujours plus nombreuses et coûteuses et clients qui se multiplient : les effets ont été rapides, avec une rentabilité qui explose et des revenus nets en forte progression. La belle vie pour Porsche qui ne semblait plus vouloir s'arrêter. La barre des 100 000 ventes annuelles en 2010, puis 200 000 en 2015 et 300 000 en 2021... Porsche était sur une trajectoire impressionnante. Une marge sur les opérations certes plus faible qu'un Ferrari ou Lamborghini mais beaucoup, beaucoup plus de volumes. Mais aucune croissance n'est infinie, sur un aucun marché. Et l'arrêt peut être brutal.

2025, coup d'arrêt pour Porsche

Ce ne sont pas forcément les produits en eux-mêmes qui ont subitement arrêté d'intéresser les clients. C'est plutôt un contexte mondial qui n'a pas aidé Porsche qui, malgré tout, n'a probablement pas pris le virage électrique comme il aurait dû. Devant une demande un peu molassonne, Porsche n'a eu d'autre choix ces derniers mois que de revoir ses plans, et relancer le développement de thermiques et hybrides. Coût : plus de 2 milliards d'euros.

S'ajoute à cela une porte américaine qui s'est quelque peu refermée depuis la hausse des taxes douanières sur les voitures produites en Europe. Porsche n'ayant pas d'usine aux Etats-Unis, le constructeur exporte toute sa production vers l'Amérique du Nord, qui reste un marché important. Enfin, que dire de la dégringolade en Chine pour Porsche qui



ne fait pas office d'exemption au milieu des marques allemandes qui perdent pied. Tout ça a coûté cher à Porsche : la marge a baissé de 91 % pour tomber quasiment à zéro. Le résultat net, lui, est passé de 3,6 milliards d'euros à 310 millions d'euros.

Porsche moins rentable que Volkswagen, Cupra, Skoda... voilà un bilan financier rarement vu chez le groupe allemand.

Les employés peuvent oublier les primes

L'information a été confirmée à nos confrères du Spiegel dans la semaine. Depuis 1997, Porsche verse chaque année une généreuse prime à ses employés pour les résultats de l'année passée. Un bonus qui avait atteint encore près de 10 000 € en 2025. Seulement voilà, après une année 2025 pour le moins difficile, marquée par une rentabilité proche du solde nul, Porsche ne versera rien à ses 27 000 employés allemands et filiales directes. Chez les dirigeants, pas d'augmentation de salaire ni de prime annuelle non plus. Et l'autre conséquence, c'est la baisse drastique du dividende par titre, ramené de 2,30 à 1,10 €. Les temps sont donc au courbage d'échine pour Porsche qui mettra certainement un peu plus que l'ensemble de l'année 2026 pour retrouver la voie de la prospérité. Car la concurrence, notamment en Chine, reste particulièrement rude. Et il n'est pas sûr que la relance du thermique sur ce genre de marché puisse avoir un énorme impact.

Ford doit rappeler 1,4 million d'exemplaires de son modèle le plus vendu dans le monde

Depuis près de 50 ans, la gamme de pick-up Ford F-Series est en tête des ventes de voitures neuves aux Etats-Unis. Mais ce succès n'a pas toujours que des avantages pour la marque à l'Ovale. Elle doit aujourd'hui organiser une campagne de rappel massive pour corriger de possibles dysfonctionnements sur la boîte de vitesses automatique à six rapports de certains exemplaires de sa famille de pick-up fétiches. Plus de 1,4 millions de véhicules vont devoir passer au garage... Des gratte-ciels aux hamburgers en passant évidemment par les voitures, les Américains aiment voir les choses en grand. La meilleure vente aux Etats-Unis depuis des décennies est ainsi la gamme Ford F-Series, une famille de pick-up qui frise déjà les six mètres de long... en version courte ! 828 832 exemplaires ont été écoulés l'an dernier. Mais lorsque ce best-seller rencontre un problème qui nécessite un rappel, les chiffres peuvent vite donner le tournis. Près



de 1,4 million de véhicules sont attendus au garage dans le cadre d'une nouvelle campagne de retour en atelier, selon les informations de l'agence de transports nord-américaine NHTSA.

Une boîte de vitesses automatique trop capricieuse

Cette opération de grande ampleur est liée à un possible dysfonctionnement de la boîte automatique six rapports, qui pourrait brutalement rétrograder en seconde d'un seul coup. Cela risque de faire patiner les roues arrière, entraînant une perte de contrôle potentiel. Ce phénomène déstabilisant serait lié à une dégradation des connexions électriques au sein de la transmission, en raison de la température et des vibrations. A terme, cette usure peut conduire le capteur de position de la plage de transmission (TRS) à envoyer une mauvaise information au calculateur moteur (PCM).

Ford aurait enregistré pas moins de 891 cas au total... ce qui reste assez faible compte-tenu des ventes annuelles de la gamme F-Series. Mais aux Etats-Unis, on ne badine pas avec la sécurité. De plus, à l'image de Stellantis en Europe, la marque à l'Ovale cherche à reconquérir la confiance des clients ces derniers temps. Ford n'hésite désormais plus à multiplier les rappels pour améliorer la qualité de ses modèles. Forcément, avec 1,4 million de véhicules à convoquer au garage, cette nouvelle opération risque de coûter assez cher au constructeur américain. Mais heureusement pour lui, le correctif prévu n'impose aucun remplacement de pièce. Seule une reprogrammation logicielle du calculateur moteur est prévue. Cette mise à jour ne pourra toutefois pas se faire à distance. Les F-Series touchés sont trop anciens pour ça : ils ont été fabriqués entre le 12 mars 2014 et le 18 août 2017.

Mots fléchés

Jeunes oiseaux		Main-courante		Territoire antique		Beau violon		Vibration		Rythmerez		Collent	
Sa capitale est Astana		Justicier masqué						Fleuve côtier				Se précipitées (se)	
										Vocifération			
										Période historique			
Sert à désigner				Eblouir		Ras							
Ondula						Naissance de la ramure d'un cerf							
								Commune mayennaise					
								Fuselé					
Guéridons									Paradis sur terre				
									Sans classement				
Lac des Pyrénées			Vivante							Le lever du jour			
			Conductrices d'animaux							Indium			
Façonnée		Ville du Tchad				Surgir						Son jambon est connu	Porcheries
		Singe											
						Lignes en retrait							
						Alcool pur							
Imploré	Station spatiale russe				Chaîne de télévision franco-allemande					Parc animalier			
	Maux de dents												
				Evaluations	Dessinateur chez Martin					Général confédéré	Connu		
											Colères passées		
Coins chauds						Écrivain italien (Umberto)		Les meilleurs					
Aînées								Petit ensemble de musique					
					Demeure					Longues périodes			
					Médecin spécialisé					Affluent du Congo			
Lettre grecque		Faux marbre					Il y avait celle de l'or					Membranes des yeux	Reliquats
		Marque l'égalité											
			Persiflage							Certain			
			Amérindiens							Monnaies			
Instruments de musique	Lutte mais aussi un art au Japon					Pronom personnel	Vague humaine				Exclamation méridionale		
	Trêves						Évêché normand				Butor		
								Élans acquis des navires					
Petite classe		Ornements liturgiques							Affût				
									Admirateurs enthousiastes				
		Suite d'initiales						Humilia					
		Part						Mer anglaise					
Lui			Île française									Astate	
Stupéfiés			Théâtre japonais										
							Pénétrât						
Sculpteur du retable de l'église de Cracovie						Chiens au corps allongé							

PÉTROLE

Le Brent à 107,97 dollars le baril

Les cours du pétrole montaient lundi en cours d'échanges, dans un marché toujours focalisé sur les développements dans le Moyen Orient et le Golfe. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 2,51% à 107,97 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 2,17% à 96,45 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 28 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE «Très fier du niveau atteint par le sport algérien en général grâce à la volonté de nos filles et de nos fils»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a exprimé, lundi, sa fierté du niveau atteint par le sport en Algérie, grâce aux résultats obtenus récemment par les athlètes algériens lors des différents championnats mondiaux, africains et autres compétitions internationales. "Je suis très fier du niveau atteint par le sport en général en Algérie grâce à la volonté de nos filles et de nos fils qui ont toujours été à la hauteur de notre confiance et le resteront. 122 médailles, dont 46 en or, décrochées lors des championnats mondial et africain et d'une compétition internationale en un seul mois, un exploit historique fruit d'efforts colossaux. Mille mercis à vous, athlètes et techniciens. Félicitations. Vive l'Algérie", a écrit le président de la République dans un message publié sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

CREA -MEDEF

Engagement pour un dialogue économique structuré

Par Selma R.

La visite à Alger de Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), à l'invitation de Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), s'inscrit dans une dynamique de rapprochement où le dialogue entre entreprises est appelé à jouer un rôle central. Dans un contexte international marqué par les tensions géopolitiques ainsi que par les défis énergétiques et climatiques, les organisations patronales algérienne et française affichent une volonté commune de relancer et de structurer leur coopération économique. À travers cette initiative conjointe, le CREA et le MEDEF entendent poser les bases d'un nouveau cycle de coopération, dans lequel les entreprises s'imposent comme les acteurs clés d'un dialogue économique structuré et durable entre l'Algérie et la France, indépendamment des aléas politiques. Face à ces enjeux, les deux organisations partagent une conviction claire : la nécessité d'intensifier et surtout de structurer le dialogue économique entre les entreprises des deux pays. « Nous sommes convaincus que les partenariats de voisinage doivent être renforcés autour d'intérêts mutuels et d'une confiance retrouvée », a affirmé Kamel Moula sur sa page Facebook. Pour le président du CREA, « les entreprises constituent aujourd'hui le moteur le plus efficace pour bâtir une coopération durable, fondée sur des projets concrets et créateurs de valeur ».

Cette orientation intervient alors que la relation économique algéro-française, bien que dense, peine encore à s'aligner pleinement sur les exigences du XXI^e siècle. Des centaines d'entreprises françaises opèrent en Algérie, souvent en partenariat avec des acteurs locaux, contribuant à la création d'emplois et au transfert de savoir-faire. Cependant, la concurrence internationale se fait de plus en plus pressante. L'Italie et l'Espagne, notamment dans le secteur énergétique, ont renforcé leur présence, poussant les entreprises françaises à repenser leur positionnement.

Dans ce contexte, Kamel Moula insiste sur la nécessité de dépasser les logiques traditionnelles pour bâtir une relation économique renouvelée. « Il est impératif d'inscrire notre partenariat dans une vision moderne, capable de répondre aux mutations économiques globales et aux attentes de nos jeunes », a-t-il déclaré. Il met également en avant le potentiel d'une complémentarité stratégique entre les deux pays : « L'Algérie dispose d'une jeunesse compétente et d'importantes ressources naturelles, tandis que la France apporte une expertise technologique reconnue. L'alliance de ces atouts peut générer une dynamique de croissance bénéfique pour les deux rives ».

Dans le même esprit, la dimension géographique apparaît comme un levier majeur. Situées au cœur du bassin méditerranéen, l'Algérie et la France bénéficient d'une position stratégique aux portes de l'Afrique et de l'Europe. Pour le président du CREA, « cette proximité doit être davantage exploitée à travers des investissements structurants, capables de créer de la richesse et de l'emploi de part et d'autre de la Méditerranée ».

Les discussions engagées entre les deux organisations patronales devaient déboucher rapidement sur des actions concrètes. Les deux parties ont ainsi convenu d'élaborer, dans les meilleurs délais, un programme de travail commun impliquant les entreprises algériennes et françaises. L'objectif est de passer d'une logique d'échanges ponctuels à une coopération structurée, inscrite dans la durée. Pour Kamel Moula, cette étape est décisive : « Nous devons construire un cadre de dialogue permanent, organisé et orienté vers des résultats tangibles. C'est à cette condition que notre partenariat pourra atteindre tout son potentiel ».

Une ambition qui rejoint celle exprimée par le MEDEF dans une conjoncture où la diplomatie économique pourrait redevenir un pilier essentiel du rapprochement entre les deux pays. De son côté, le patron du MEDEF, dès son arrivée, a donné le ton en affirmant son souhait de contribuer à « réchauffer les relations » entre Alger et Paris. « Je crois profondément en la diplomatie économique », a-t-il souligné, mettant en avant une approche pragmatique et moins visible que la diplomatie étatique, mais tout aussi déterminante. Dans un contexte où les relations politiques ont connu des tensions, le monde des affaires apparaît ainsi comme un levier capable de recréer des passerelles et de restaurer la confiance.

La visite de Patrick Martin, marquée par des rencontres avec les milieux d'affaires et les opérateurs binationaux, a également permis de mesurer la portée humaine et économique de cette relation. « Alors que s'achève ma visite en Algérie, marquée notamment hier soir par une rencontre avec la communauté d'affaires française, algérienne et binationale, j'ai eu l'opportunité de découvrir un pays au caractère affirmé et de mesurer la qualité de l'accueil réservé par un peuple avec lequel nous partageons des liens profonds », a-t-il déclaré, soulignant la profondeur des liens entre les deux nations.

EN REJETANT TOUTES LES FORMES DE TERRORISME, L'Algérie réaffirme son soutien à l'unité du Mali

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a réaffirmé, hier, la position claire et constante de l'Algérie en soutien à l'unité du Mali, territoire, peuple et institutions, ainsi que son rejet de toutes les formes et manifestations du terrorisme. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience qu'il a accordée, au siège du ministère, au ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, M. Elmedin Konakovic, en visite officielle en Algérie, M. Attaf a évoqué les "développements dangereux" que connaît la République du Mali, réaffirmant la position "claire et constante de l'Algérie et

son soutien à l'unité du Mali, territoire, peuple et institutions". Le ministre d'Etat a également réitéré la position de l'Algérie "rejetant catégoriquement toutes les formes et manifestations du terrorisme, qui ne peut être justifié ni toléré, quels qu'en soient les motifs ou les causes, une position dictée par l'expérience douloureuse de l'Algérie face à ce fléau". Exprimant la position de l'Algérie "en faveur du renforcement de la cohésion nationale au sein de la République du Mali, pays frère", M. Attaf a précisé que "cette cohésion nationale constitue le meilleur rempart contre le terrorisme et un bouclier solide pour faire face à ce fléau avec l'efficacité requise".

R.E.

سيبسا اوليو ماما
المعرض الدولي لزراعة الزيتون
SALON INTERNATIONAL DE L'OLEICULTURE

SPSA® Oleomed

SECTEURS D'ACTIVITÉS DES EXPOSANTS :

- Semences et plants d'olivier
- Matériel de récolte d'olives
- Equipements pour l'industrie de l'huile d'olive
- Equipements pour l'industrie de l'olive de table
- Production d'olives de table
- Production d'huile d'olives
- Valorisation des sous-produits oléicoles

DU 18 AU 21 - MAI 2026
PALAIS DES EXPOSITIONS SAFEX - ALGER

Pavillon OLEOMED
PROMOUVOIR L'OLÉICULTURE, LA PRODUCTION ET TRANSFORMATION DANS LE SECTEUR OLÉICOLE

RESERVEZ VOTRE STAND

Coincidence Avec : **SIPSA FILAHA AGROFOOD** **FILAHA INNOVATION INCUBATOR**

Partenaires : **www.sipsa-filaha.com**